



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(CCTP)

Pouvoir adjudicateur en charge de la passation :
Centre Hospitalier d'Avignon
305 Rue Raoul Follereau
84902 Avignon cedex 9

Service acheteur chargé de l'exécution du marché :
Direction Achat Logistique – Service Sécurité
Centre Hospitalier d'Avignon

Objet du marché :

**Prestations de maintenance des systèmes
de sécurité incendie et des équipements liés
du Centre Hospitalier d'Avignon**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1	Objet du marché.....	5
1.1	Projet - objectif	5
1.2	Contexte	7
1.3	Contraintes particulières d'exécution de la prestation	8
1.3.1	<i>Jours et horaires de travail.....</i>	8
1.3.2	<i>Lieux d'exécution</i>	9
1.3.3	<i>Délai de réalisation impératif.....</i>	9
1.3.4	<i>Règlements et protocoles divers en vigueur sur le site du CH d'Avignon.</i>	10
1.3.5	<i>Accès.....</i>	10
1.3.6	<i>Sécurité des usagers et des installations.....</i>	10
1.3.7	<i>Signalisation et protection des chantiers et des interventions – Accès - Consignes.....</i>	11
1.3.8	<i>Respect des procédures d'intervention et d'hygiène</i>	11
1.3.9	<i>Interventions nécessitant une coupure d'énergie ou de fluides médicaux</i>	11
1.4	Définition des termes de maintenance pour la prestation.....	12
1.4.1	<i>Maintenance préventive.....</i>	12
1.4.2	<i>Maintenance corrective.....</i>	12
1.4.3	<i>Niveaux de maintenance</i>	13
1.4.4	<i>Astreinte.....</i>	13
1.4.5	<i>Assistance générale</i>	13
1.5	Objectifs qualitatifs de la maintenance	14
Article 2	Type de marché.....	14
2.1	Documents annexes au CCTP	14
2.2	Etendue des prestations	14
2.3	Description générale des prestations.....	17
2.3.1	<i>Définitions générales des missions.....</i>	17
2.3.2	<i>Installations concernées par la maintenance préventive et corrective de niveau 1 à 4 au sens de la norme FD X 60 000</i>	18
2.3.3	<i>Gestion des demandes ponctuelles ou besoins exceptionnels.....</i>	18
2.3.4	<i>Précisions sur certaines limites de prestations</i>	18
2.3.5	<i>Précisions sur les prestations exclues</i>	19
2.3.6	<i>Gestion des opérations de travaux – interface avec les différents intervenants :</i>	19
2.4	Principes généraux des prestations à prévoir	19
2.4.1	<i>Prestations prévues dans le forfait de rémunération.....</i>	20
2.4.2	<i>Prestations hors forfait à la demande du CH d'Avignon.</i>	20
2.4.3	<i>Organisation des opérations de maintenance préventive et curative lors des campagnes d'essais périodiques</i>	20
Article 3	Prescriptions sur les installations	22
3.1	Installations concernées.....	22
3.2	Etat des installations	22
3.2.1	<i>En début d'exécution du marché</i>	22
3.2.2	<i>En fin d'exécution de marché.....</i>	22
Article 4	Prise en compte des installations.....	23
4.1	Quantification du stock existant / Fourniture matériel	23
4.2	Elaboration des documents de maintenance.....	23
4.3	Mise à jour des plans et documents	24
4.4	Prise charge des installations - Audit.....	24
Article 5	Expression détaillée de la prestation	26
5.1	Fonctions/services attendus – caractéristiques techniques – exigences minimales obligatoires.....	26

5.1.1	<i>L'interlocuteur unique</i>	26
5.1.2	<i>Les intervenants du titulaire</i>	26
5.1.3	<i>Le personnel d'intervention</i>	26
5.1.4	<i>Sous-traitance</i>	27
5.1.5	<i>Caractéristiques techniques du matériel/de la prestation à fournir par le titulaire</i>	28
5.1.6	<i>Nettoyage (locaux et installations-matériels), évacuation et traitement des déchets</i>	28
5.1.7	<i>Stockage et utilisation de produits dangereux</i>	28
5.1.8	<i>Tenue vestimentaire, comportement, discipline du personnel du titulaire</i>	29
5.2	Effectif et moyens humains à mettre en place selon les besoins du marché	29
5.2.1	<i>Les moyens humains pour la maintenance préventive et la petite maintenance curative</i>	30
5.2.2	<i>Les moyens humains occasionnels</i>	30
5.3	Exécution des prestations	32
5.3.1	<i>Risques inhérents au site</i>	32
5.3.2	<i>Intervention du titulaire</i>	32
5.4	Contraintes internes	32
5.4.1	<i>Sécurité</i>	32
5.4.2	<i>Hygiène</i>	32
5.4.3	<i>Evacuation des déchets</i>	32
5.4.4	<i>Connexion / compatibilité avec le matériel existant</i>	33
5.4.5	<i>Connexions informatiques</i>	33
5.5	Contraintes externes – respect des normes et de la réglementation	33
5.5.1	<i>Règlements et normes</i>	33
5.5.2	<i>Certification</i>	34
5.5.3	<i>Agrément – Qualifications du titulaire</i>	34
Article 6	Descriptions des prestations de maintenance préventive	35
6.1	Rappel des obligations générales	35
6.2	Fréquence et détail des prestations	35
Article 7	Mise en œuvre / Organisation de la prestation de maintenance préventive	41
7.1	Planning des interventions - Calendrier	41
7.2	Dispositions spécifiques au planning des interventions	41
7.3	Dates et heures des visites de maintenance et d'entretien	42
7.4	Durée maximale d'indisponibilité des installations	42
7.5	Contenu des interventions - Périodicité	43
7.5.1	<i>Mise à jour des documents graphiques, des textes des centrales de l'UAE</i>	44
7.5.2	<i>Mesures de désenfumage mécanique</i>	44
7.5.3	<i>Reconditionnement des détecteurs – Commande éventuelle spécifiques</i>	44
Article 8	Mise en œuvre de la prestation de maintenance corrective ou curative	45
8.1	Organisation et contenu des prestations de maintenance corrective ou curative	45
8.2	Comptes rendus d'intervention correctrice	46
8.3	Mise à jour des plans et documents	47
8.4	Délais d'intervention et de réparation	47
Article 9	Astreinte	48
Article 10	Prestations et assistances diverses	50
10.1	Préparation aux commissions de sécurité périodiques ou préalables à la réception de certaines opérations	50
10.2	Assistance pour du matériel fourni par un tiers ou des installations sous garantie d'une entreprise tierce	50
10.3	Résolution des anomalies constatées / levées des réserves	51
10.4	Possibilité de mobilisation ponctuelle de main d'œuvre et de compétences	52
10.5	Formation – maintien à niveau des agents SSIAP2 du service sécurité incendie sur l'exploitation des SSI	53
10.6	Formation – maintien à niveau des agents SSIAP1 des services externes au service de sécurité incendie sur l'exploitation des SSI	53

10.7	Obligation de conseils et d'information	53
Article 11	Le Centre Hospitalier d'Avignon	54
11.1	Présentation - Organisation.....	54
11.1.1	<i>Le service de sécurité incendie.....</i>	<i>54</i>
11.1.2	<i>Existence d'un outil de GMAO</i>	<i>54</i>
11.2	Moyens fournis par le CH d'Avignon	54
11.3	Opérations de vérifications des prestations exécutées par le titulaire	55
Article 12	Caractéristiques et obligations générales du titulaire	55
12.1	Responsabilité du titulaire	55
12.2	Obligation de discrétion	56
12.3	Obligations du titulaire et limites au contenu d'un rapport	56
12.4	Réunions – Réunions de synthèses.....	56
12.5	Gestion des stocks	56
12.5.1	<i>Définition de la constitution et gestion du stock</i>	<i>57</i>
12.5.2	<i>Les pièces détachées et consommables fournis par le titulaire et compris dans le marché.....</i>	<i>58</i>
12.5.3	<i>Les pièces détachées et consommables fournis par le « titulaire » et facturés au CH d'Avignon..</i>	<i>58</i>
12.5.4	<i>Les pièces détachées et consommables fournis par le CH d'Avignon.....</i>	<i>58</i>
12.5.5	<i>Mise en décharge des pièces défectueuses.....</i>	<i>59</i>
Article 13	Documents à fournir par le titulaire - traçabilité.....	59
13.1	Comptes rendus d'activités – Rapports d'interventions	59
13.1.1	<i>Rapports de vérification</i>	<i>59</i>
13.1.2	<i>Rapport ponctuel</i>	<i>61</i>
13.1.3	<i>Levée de réserves</i>	<i>61</i>
13.1.4	<i>Main courante.....</i>	<i>61</i>
13.1.5	<i>Registre de sécurité.....</i>	<i>61</i>
13.2	Analyse de l'activité – Plan d'actions	62
13.3	Programmation - Plans.....	62
13.4	Documentation technique / réglementaire	62
13.5	Plan de prévention.....	62
13.6	Notice / Protocole d'utilisation	63
Article 14	Facturation des prestations hors forfaits	63
14.1	Règles de facturation des pièces détachées neuves ou encore commercialisées.....	64
14.2	Règles de facturation des pièces détachées reconditionnées	64
14.3	Règles de facturation pour les matériels d'occasions	64

Article 1 Objet du marché

1.1 Projet - objectif

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concernent les prestations désignées ci-dessous :

Prestations de maintenance des systèmes de sécurité incendie et des équipements liés du Centre Hospitalier d'Avignon

Le présent marché concerne d'une part, la maintenance préventive (systématique et conditionnelle) et corrective des installations des systèmes de sécurité incendie et de certains équipements liés concourant à la sécurité incendie, et d'autre part, à la fourniture et à la mise en œuvre de matériels correspondant à ces prestations.

Pour ce marché l'appellation « CH Avignon » comprend tout le site du Centre hospitalier d'Avignon et ses annexes.

Chaque année, 2 prestations sont effectuées :

MP = Maintenance préventive (systématique et conditionnelle)

MC = Maintenance corrective

Le marché faisant l'objet du présent CCTP est à obligation de résultat.

Dans le respect des moyens définis dans le présent CCTP éventuellement complété et précisé dans son Mémoire technique, le titulaire reste seul juge des moyens qu'il lui appartient de mettre en œuvre pour réaliser l'ensemble des prestations prévues au marché même si au regard des exigences du présent CCTP des mises à dispositions minimales de moyens humains et matériels apparaissent incontournables. Il demeure par ailleurs seul responsable dans le cadre de son obligation de résultat, même en cas de sous-traitance de certaines prestations, de la bonne exécution des prestations.

L'obligation de résultat porte sur les opérations de maintenance préventive et corrective, car tout incident sur les installations peut avoir des conséquences indésirables et nécessite une réactivité importante de la part du titulaire. Le titulaire a pour obligation d'intervenir sans limitation de nombre et de moyens, de réparer et remettre en service les installations dans les délais les plus brefs.

Cette garantie de résultats porte sur :

- Le fonctionnement permanent et sans panne des divers équipements confiés au Titulaire, pendant les périodes de validité du présent marché et selon les programmes imposés ;
- L'entretien préventif de tous les matériels, objet du Marché et, pour cela, la communication, en temps utile, de toute demande de remplacement de pièces ou ensembles d'équipements ;
- Le respect des délais prévus dans les différentes parties du présent document ;
- La réduction du temps d'immobilisation des installations ;
- La traçabilité des opérations préventives et curatives ;
- La capacité à mobiliser les moyens humains, techniques et les fournitures nécessaires ;
- La bonne gestion d'un stock de pièces de remplacement.

Le présent marché prend en compte deux natures de prestations :

Prestations forfaitaires (Partie exécutée par le marché subséquent n°1)	Prestations hors forfait (Partie exécutée par bon de commande et le marchés subséquents)
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Maintenance préventive et curative avec 2 visites annuelles ✓ Astreinte 24h/24 ✓ Mises à jour documents, plans graphiques, programmation centrales, UAE.... ✓ Essais ponctuels sur services sensibles avec communication de rapports à l'issue ✓ Assistances diverses ✓ Formation des personnels (SSIAP1 et 2) du CHA en poste dans divers services et ceux du service sécurité incendie affectés entre autres à la gestion et exploitation des SSI. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prestations commandées sur bordereau de prix unitaires (BPU) (Partie exécutée par bons de commande)
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Interventions correctives « lourdes » <p>Prestations commandées hors BPU, sur devis (valant marché subséquent)</p> <p>(Partie exécutée par marchés subséquents)</p>

Prestations forfaitaires :

- ✓ Les visites de maintenance préventive propres au titulaire y compris l'émission et la transmission des rapports, les visas du registre de sécurité,
- ✓ La tenue et les propositions de mise à jour des dossiers d'identité des S.S.I. y compris les reprises des programmations (incluant les plans et textes de l'U.A.E.) pour les non conformités, les erreurs, les manques et les écarts avec les dossiers d'identité du S.S.I. ou par rapport à la réglementation de référence,
- ✓ L'assistance pour les visites des Organismes de contrôle agréé et des Commissions de sécurité,
- ✓ L'assistance à la communication auprès de tiers (maîtres d'œuvre externes, entreprises...) d'extraits du dossier d'identité du SSI pour la réalisation de travaux d'extension ou de modification sur le S.S.I., puis à la mise à jour de ce dossier d'identité du S.S.I. après ces travaux,
- ✓ Les actions de formation auprès des agents de sécurité incendie SSIAP2 et des agents SSIAP1 désignés par le CH d'Avignon,
- ✓ Le remplacement des batteries, piles selon périodicité précisée dans le présent CCTP,
- ✓ Le remplacement des matériels et des équipements d'usage courant ou leur remise en état (détecteur, DMA, IA, module de commande, cartes, câblages, ventouses, contacts de position, élément d'un DAS, piles, batteries, voyants, étiquetages ...),
- ✓ Les réunions périodiques de suivi des S.S.I. et de pilotage des levées d'observations, le cas échéant en lien avec d'autres partenaires éventuellement en charge des prestations de maintenance préventive et corrective sur d'autres équipements, le coordinateur S.S.I. et l'exploitant,
- ✓ L'astreinte permettant de réaliser les opérations de dépannage 24h/24h, 7jours/7 y compris déplacement, recherche de panne, intervention et remplacement des matériels et composants défectueux,
- ✓ Les recherches de pannes en heures ouvrables et les correctifs apportés ensuite pendant la période d'intervention curative suivant chaque campagne d'essais. Ces interventions curatives peuvent se réaliser en parallèle que la prestation de maintenance préventive afin de garantir une remise en état du système le plus rapidement.

Prestations hors forfait :

- ✓ Les éventuels reconditionnements ponctuels des détecteurs
- ✓ Les remises en état causées par des actes de malveillance hors remplacement des matériels et des équipements d'usage courant (le titulaire devra apporter la preuve de la cause par des photos par exemples) ;
- ✓ Pour les D.A.S., leur remplacement en totalité (bloc-porte, CCF, volet de désenfumage, extracteur de désenfumage...) ou d'un de ses équipements majeurs (bandeau, coffret de relaiage...) s'il est devenu obsolète ou défaillant en totalité (le titulaire devra apporter la preuve de cette obsolescence ou de cette défaillance totale) ;
- ✓ Les remises en état causées par des inondations ou infiltrations d'eau ;
- ✓ Les remises en état causées par la foudre ou par une surtension d'un tiers (le titulaire devra apporter la preuve de la cause par un justificatif délivré par Météo France par exemple ou par l'atelier électricité bâtiment du centre hospitalier d'Avignon), ou par un rapport dûment justifié avec photos à l'appui ;
- ✓ Les modernisations obligatoires et impératives à réaliser sur les S.S.I. dans le cas où il sera prouvé que le matériel mis en place ne peut plus être étendu ou maintenu (le titulaire devra apporter la preuve que le matériel existant ne peut plus être étendu ou qu'il n'est plus disponible de l'étendre) ou que son obsolescence rend impossible le fonctionnement général du SSI ;
- ✓ Les extensions à réaliser sur les S.S.I (hors chantiers spécifiques) ;
- ✓ Les interventions correctives portant sur les installations au-delà des montants minimaux prévus rémunérés par prix forfaitaires.

1.2 Contexte

Parallèlement à cette exploitation quotidienne le CH Avignon a initié de lourds travaux de restructuration ou d'extension concernant sa proposition hôtelière.

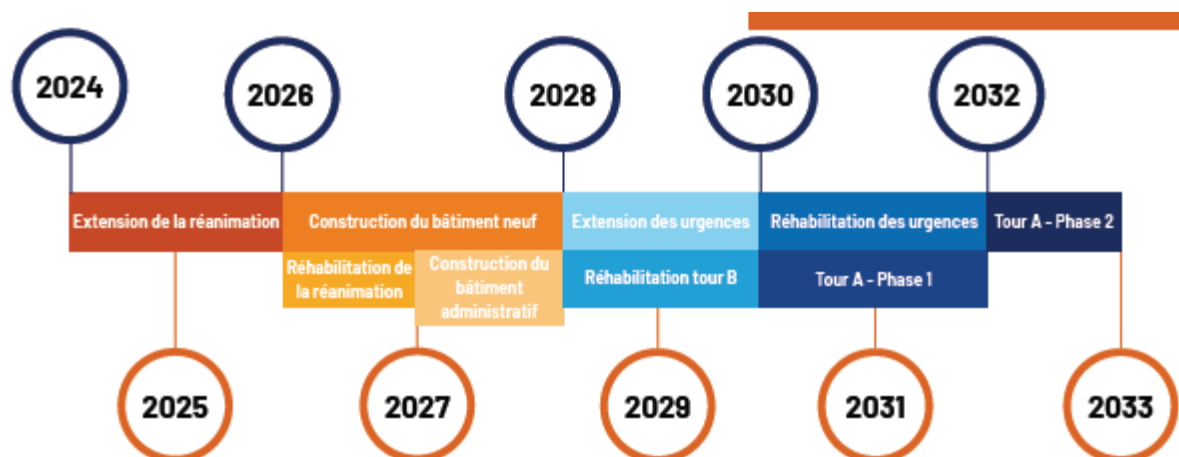
Ces travaux ont donc des incidences sur les équipements SSI puisqu'ils seront rénovés ou remplacés par des équipements plus neufs.

Le centre Hospitalier d'Avignon a créé une cellule spécifique pour porter ces projets. Celle-ci porte la dénomination TERRAH.

La durée des travaux va s'étaler sur 10 années.

Des restructurations à plus petites échelles vont également avoir lieu sur 2025-2026 au niveau d'une zone du bâtiment principal ou d'un niveau des Tours.

Ci-dessous la « ligne du temps » de ces projets lourds et structurants pour le CH d'Avignon.



1.3 Contraintes particulières d'exécution de la prestation

1.3.1 Jours et horaires de travail

Le marché est applicable dans les plages horaires suivantes :

Maintenance préventive - corrective et suivi du présent marché	
Cas général	Intervention du lundi au vendredi (8h – 16h)
Pour les services sensibles (Blocs, Réanimation, salle d'intervention, ...)	Un planning spécifique est établi en fonction des fermetures programmées des services. Le début de la prestation peut être programmée à partir de 05h00 à 06h00 du matin. Le coût de cette maintenance hors HO est compris dans la maintenance forfaitaire.
Plateau Radiologie, IRM etc... Chirurgie Ambulatoire	En horaire décalé : A partir de 17h00 ou 18h00 jusqu'à 02h00 du matin minimum. Le coût de cette maintenance hors HO est compris dans la maintenance forfaitaire
Médecine Nucléaire	En horaire décalé : A partir de 15h00 jusqu'à 19h00-20h00 ou le matin très tôt à partir de 05h00-06h00. Le coût de cette maintenance hors HO est compris dans la maintenance forfaitaire
Hémodialyse	Réalisation le dimanche matin. Le coût de cette maintenance hors HO est compris dans la maintenance forfaitaire
Assistance téléphonique et Astreinte d'un technicien avec interventions curatives	
Cas général	7 jours sur 7 – 24 H sur 24 365 jours par an.
Intervention curative - Travaux	
Cas général	Sur des interventions décalées ou programmées dans le temps celles-ci se réaliseront après validation de la date et du mode opératoire avec le chef du service sécurité.

*HO : heures ouvrables

Les plages horaires du cas général sont calquées sur celles de présence des techniciens CVC. Le SSI ayant un impact dans ce domaine, il est primordial de s'assurer de leur présence avant tout essais.

La livraison de matériel par le titulaire sur le site du CHA ne peut se faire qu'après accord de celui-ci et aux heures d'ouverture du magasin général ou de l'accueil de la DTIH (Services Techniques) du lundi au vendredi (8h – 15h).

1.3.2 Lieux d'exécution

Indiquer éventuellement si le matériel doit être livré et installé dans des locaux occupés et les difficultés qui peuvent être rencontrées au niveau de l'accessibilité du local ou du service.

Le marché de maintenance doit être exécuté sur le Centre Hospitalier d'Avignon dans son ensemble qui comprend à minima :

- ✓ Bâtiment Principal - ERP type U, 1^{ère} catégorie, composé de :
 - Tour A
 - Tour B
 - Plateau technique en R+1
 - Rez-de-chaussée
 - Galeries en sous-sol
 - Locaux techniques en sous-sol et en toiture des différents bâtiments
 - Bâtiment Sud
 - Cafétéria : ERP type N, 1^{ère}
 - Bâtiment Hémodialyse (CDT et ERP type U, 1^{ière})
- ✓ Bâtiment Mère et Enfant – ERP type U, 3^{ème} catégorie
- ✓ Laboratoire – code du travail (CDT)
- ✓ Administration – ERP type W, 5^{ème}
- ✓ Village : Hébergement des personnes âgées – ERP type U, 3^{ème}
- ✓ Village : Rééducation fonctionnelle – ERP type U, 4^{ème}
- ✓ La maison médicale ERP type U, 5^{ème}
- ✓ La maison Mazarine ERP type U, 5^{ème}
- ✓ PC sureté : CDT
- ✓ Le Centre d'Aide Médico-Social Précoce (CAMSP) : ERP type U, 5^{ème} situé de l'autre côté de la rue.
- ✓ Le SAMU – CDT
- ✓ Crèche : ERP type R, 5^{ème}
- ✓ Internat : Locaux communs/foyer en ERP, 5^{ème} et hébergement en foyer logement (arrêté du 31-01-1986)
- ✓ La mission santé publique : ERP type U, 5^{ème}
- ✓ Pharmacie : CDT principalement et à la marge ERP type M, 5^{ème}
- ✓ Caisson hyperbare (en projet)
- ✓ Garage - CDT
- ✓ Services techniques et locaux techniques - CDT
- ✓ Magasin - CDT
- ✓ Funérarium – ERP type U, 5^{ème}
- ✓ Unité Centralisé de Production Culinaire : CDT
- ✓ Archives mortes : CDT (Destruction programmée en 2026)
- ✓ Salle de sport parking SILO : CDT

Des actions de maintenance et travaux pourront être réalisées à la marge, sur des entités extérieures comme par exemple le CAMPS (Isle sur la Sorgue – ERP type U, 5^{ème}) et la SAFEP (Avenue de la Croix Rouge à Avignon - ERP type U, 5^{ème}) ou tout autre ERP acquis ou crée pendant la durée du marché.

1.3.3 Délai de réalisation impératif

Le titulaire devra respecter la planification de la maintenance préventive/corrective qui sera établi à l'avance.

Concernant l'astreinte, les délais d'intervention sont au maximum de 4 (quatre) heures à partir de l'appel téléphonique du représentant de l'établissement confirmé par mail ou fax si nécessaire et ce, 24 heures/24 et 7 jours/7 uniquement pour la partie S.S.I. (tous les organes du S.D.I. + les organes de commande du S.M.S.I.).

1.3.4 Règlements et protocoles divers en vigueur sur le site du CH d'Avignon.

Le titulaire doit prendre connaissance et appliquer les divers règlements intérieurs et protocoles, et en informer tous ses personnels susceptibles d'intervenir sur le site. Ces personnes doivent respecter les consignes, notamment celles concernant les autorisations d'accès. Certains de ces documents sont joints en annexe du présent CCTP

1.3.5 Accès

Il est remis au titulaire des clés et badges permettant l'accès aux installations dont il assure l'exploitation. Le titulaire s'assure de la fermeture des locaux ou accès techniques après intervention et veille à éteindre l'éclairage des locaux y compris techniques.

Aucun intervenant ne peut être admis dans les services s'il ne s'est pas présenté pour prise en compte au PC Sécurité incendie

1.3.6 Sécurité des usagers et des installations

Lorsque la sécurité des usagers ou des installations peuvent être mises en défaut, notamment par l'emploi de gaz comprimés ou de matériaux présentant un danger pour le public, il doit obligatoirement avant exécution de tout travail, être dressé un procès-verbal d'ouverture de chantier entre le titulaire, ou toute autre entreprise intervenant pour le titulaire, et le CH d'Avignon, avec l'obligation du permis de feu pour chaque tâche qui le nécessite selon l'appréciation des agents du service sécurité incendie de l'établissement.

Les permis de feu sont établis par les agents du PC Sécurité Incendie (P.C.S.I) pour chaque tâche et chaque jour. Les demandes doivent être déposées au PCSI au moins 24 heures à l'avance pour tous travaux par points chauds ou travaux susceptibles de générer l'émission de poussières.

Définition des travaux par points chauds :

- travaux avec présence d'une flamme (soudage au chalumeau, oxycoupage, lampe à souder, ...),
- travaux avec formation d'étincelles ou projection de métal en fusion (meulage, tronçonnage, découpage, soudage et brasage au chalumeau, oxycoupage, soudage à l'arc, ...),
- travaux entraînant une élévation de température d'un objet (meulage, tronçonnage, soudage, découpage, décapage thermique, brûlage, façonnage à chaud de conduits en matière plastique, perçage, pistolet de scellement, ...).

Ces travaux doivent être impérativement exécutés en dehors des périodes d'occupation des locaux où ils sont réalisés.

Ces mêmes types de travaux peuvent être exécutés selon les mêmes procédures dans les locaux techniques sans restriction d'occupation des locaux.

Tous les autres travaux d'entretien courant et de maintenance ne présentant pas de risques particuliers, sont exécutés en accord avec le CH d'Avignon.

1.3.7 Signalisation et protection des chantiers et des interventions – Accès - Consignes

Pour toute intervention de travaux ou d'entretien impliquant de consigner tout ou partie de la surface des locaux, le titulaire a la responsabilité de la mise en place, à ses frais, de l'ensemble des moyens de protection, notamment les dispositifs de canalisation des mouvements des usagers et de signalisation ou de signalétique temporaire définis selon les exigences du CH d'Avignon.

Le titulaire doit positionner les dispositifs interdisant les accès, ou instaurant des déviations, poser les panneaux de signalétique temporaire et prendre toutes les dispositions pour assurer une cohérence avec la signalisation à maintenir. Il prendra également toutes les dispositions pour prévenir les divers usagers et le personnel du site de la présence de zones interdites d'accès.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, le CH d'Avignon se réserve le droit de prendre toutes mesures utiles aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans que cette action ne puisse dégager la responsabilité de ce dernier en cas d'accident.

1.3.8 Respect des procédures d'intervention et d'hygiène

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des procédures d'intervention élaborées et transmises par le CH d'Avignon destinées à garantir la conformité aux réglementations et normes d'hygiène hospitalières.

Conditions et contraintes d'intervention en milieu hospitalier :

Le titulaire est réputé s'être informé des spécificités de fonctionnement du (des) service(s) dans lesquels il intervient et des dispositions à prendre pour minimiser la gêne occasionnée lors de ses interventions. Au titre du marché, le titulaire pourra être amené à intervenir dans des locaux recevant des patients. Quelle que soit la nature de ses interventions, le titulaire devra s'entourer de toutes les précautions utiles pour éviter toute contamination manuportées ou aéroportée notamment lors des essais de désenfumage, d'ouverture de trappes, gaines techniques, faux plafond, etc. Il devra se conformer aux règles et protocoles sanitaires inhérents à la lutte contre les infections nosocomiales établis par l'hôpital (procédure, essai, désenfumage). En cas de manquement à ces règles, le personnel exploitant du CH d'Avignon pourra faire interrompre immédiatement la prestation en cours, aux frais du titulaire. Certains essais de maintenance préventive devront avoir lieu après les heures ouvrées, en dehors des l'activité des services.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations du marché, ni pour élever des réclamations ou prétendre à une augmentation de prix, des sujétions pouvant être occasionnées par des contraintes d'exploitation des services (impossibilité des arrêts programmés, etc..).

Un état des lieux préalable à toute intervention peut être demandé par la personne publique, afin d'éviter les contestations ultérieures.

Pour ses interventions en zones sensibles ou dans des secteurs où des conditions d'hygiène doivent être préservées, il sera prévu par le titulaire des dispositifs permettant la mise en place de SAS étanche en film de polyéthylène classé M1 et de dispositifs anti-poussières de type « quick Prop de protecta screen » ou équivalent, perches télescopiques et linges humides, ou de cloisons temporaires remplissant les mêmes fonctions.

1.3.9 Interventions nécessitant une coupure d'énergie ou de fluides médicaux

Le Titulaire ne peut interrompre la distribution d'énergie ou des fluides médicaux que sous réserve d'une autorisation préalable du CH d'Avignon.

Pour toute intervention nécessitant une coupure de l'énergie électrique ou des fluides, les opérations doivent obligatoirement être effectuées au cours de périodes d'inoccupation ou de fonctionnement minimum (week-end, par exemple).

Les dates, horaires et durées de l'intervention sont déterminées par le CH d'Avignon sur proposition du Titulaire. En aucun cas, l'interruption de fourniture ne devra déborder du créneau horaire défini.

L'information est communiquée au minimum 14 jours ouvrés avant l'intervention, dans les conditions précisées par le CH d'Avignon lors des réunions techniques de préparation.

Les travaux d'urgence qui nécessitent une coupure pendant les heures de fonctionnement normal ne seront engagés qu'après accord du Responsable de Sécurité, ou d'une personne dûment habilitée à prendre cette décision.

1.4 Définition des termes de maintenance pour la prestation

La maintenance comprend l'ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir un équipement ou bien dans un état spécifié ou en mesure d'assurer le service pour lequel il est conçu.

1.4.1 Maintenance préventive

La maintenance préventive est effectuée selon des critères prédéterminés, dans l'intention de réduire la probabilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir dans le temps, les performances de matériels ou d'équipements à un niveau optimal proche de celui des performances initiales.

La mise en place des prestations correspondantes a pour objet :

- de garantir le bon fonctionnement des équipements, notamment en minimisant les risques d'interruption de fonctionnement,
- de limiter à terme les actions correctives d'ampleur en privilégiant une maintenance préventive systématique

Elle comprend :

- la maintenance préventive systématique

La maintenance préventive systématique est effectuée d'après un échéancier établi selon le temps ou le nombre d'unités d'usage

- La maintenance préventive conditionnelle

La maintenance préventive conditionnelle est subordonnée à un type d'événement prédéterminé (auto-diagnostic, information d'un capteur, mesure d'une usure, etc.) révélateur de l'état de dégradation du bien.

1.4.2 Maintenance corrective

La maintenance corrective est celle qui est effectuée après défaillance.

Elle intègre :

- La maintenance curative
- La maintenance palliative

La maintenance corrective est déclenchée par le constat de défaillance :

- soit par l'identification de la défaillance lors de la maintenance préventive,
- soit par la demande d'intervention émise par un représentant du CHA.

Elle comprend :

Les dépannages	Le dépannage est l'action sur un bien en panne en vue de le remettre en état de fonctionnement au moins provisoirement. Le dépannage comprend également la mise en œuvre de mesures conservatoires.
Les réparations	Intervention définitive et limitée de maintenance corrective après défaillance, panne ou accident.

Le prestataire doit s'assurer que le matériel sur lequel il intervient n'est pas couvert par la mise en jeu d'une garantie.

1.4.3 Niveaux de maintenance

Les niveaux de maintenance (ou opérations de maintenance) sont normalisés (normes NFX 60.000, NFX 60.010 et NFX 60.011) :

<u>Niveau 1</u>	Réglages simples et basiques sur équipements ou organes, sans démontage
<u>Niveau 2</u>	Actions peu complexes dépannage par échange standard (cartes, relais, roulements, etc..), et opérations mineures de maintenance préventive (graissage, contrôle de bon fonctionnement)
<u>Niveau 3</u>	Actions complexes Diagnostic et identification des pannes, échange de composants, matériels, réparations mécaniques, opérations courantes de maintenance préventive <i>ex : cartes des anciennes installations, relais sur cartes, composants de puissance (transfo, régulateur,..) etc...</i>
<u>Niveau 4</u>	Travaux importants de maintenance préventive ou corrective, nécessitant des retours usine etc... <i>ex : détecteurs incendie, MEA, carte à composants de surface, cartes informatiques</i>
<u>Niveau 5</u>	Opérations complexes : rénovation ou modernisation d'une ou des installations

1.4.4 Astreinte

L'astreinte constitue l'obligation faite au prestataire de maintenir les moyens nécessaires pour intervenir en maintenance corrective dans un délai spécifié (délai d'astreinte article 9 du présent document) à compter d'un appel.

1.4.5 Assistance générale

Ces prestations comprennent :

- l'assistance au cours des visites réglementaires effectuées par toute société de contrôle agréée ou entités réglementaires (ex : groupes visites commission de sécurité),
- l'assistance pour tous essais, contrôles, visites complémentaires :
 - imposée par la réglementation,
 - demandée par les utilisateurs (en cas de doute de fonctionnement)
 - en cas de pannes intermittentes
- l'information de tout changement ou de toute modification aux normes et réglementations diverses intéressant les équipements.

1.5 Objectifs qualitatifs de la maintenance

Les objectifs en matière de résultat consistent à :

1. Garantir la maintenabilité et la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal, proche de celui des performances initiales.
2. Garantir la rapidité dans les interventions et les réparations
3. Garantir un taux de disponibilité élevé des installations.
4. Garantir un taux de défaillance faible après réparation.
5. Mettre à jour les plans et documents

Le titulaire recherche, de façon continue, l'organisation optimale des méthodes de conduite et de maintenance pour assurer une qualité de service et la disponibilité maximale des installations.

Article 2 Type de marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire, exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande.

2.1 Documents annexes au CCTP

Les documents annexes au présent CCTP sont :

- ✓ **Annexe 1** : Liste des installations SSI au Centre Hospitalier d'Avignon
- ✓ **Annexe 2** : Récapitulatif des fonctionnalités de l'outil GMAO
- ✓ **Annexe 3** : Recommandations du SLIN
- ✓ **Annexe 4** : Livret d'accueil des entreprises
- ✓ **Annexe 5** : Récapitulatif des surfaces dans œuvres des bâtiments
- ✓ **Annexe 6** : Procédure de maintenance préventive et corrective SSI du Centre Hospitalier d'Avignon
- ✓ **Annexe 7** : Exemple planning essais SSI mensuel ou annuel année N

2.2 Etendue des prestations

Le présent marché comprend deux types de prestations :

- Les prestations forfaitisées
- Les prestations hors forfait, à réaliser sur bon de commande ou sur marché subséquent (autre que le marché subséquents n°1).

Dans les deux cas précités ci-dessus une franchise de 500 euros HT par pièce/équipement est applicable pour les niveaux de maintenance (selon art 1.4.3 du CCTP) de 1 à 4.

A partir du niveau 5, cette franchise ne s'applique pas.

Maintenance Préventive (Niveaux de maintenance)	Prestations forfaitaires Selon art 1.4.3 du CCTP (Niveaux de maintenance)		Prestations hors forfait Selon art 1.4.3 du CCTP (Niveaux de maintenance)	
	Main d'œuvre y compris déplacement et toutes suggestions	Application franchise de 500 euros HT par pièce remplacée	Main d'œuvre y compris déplacement et toutes suggestions	Application franchise de 500 euros HT par pièce remplacée
Niveau 1	Inclus	Oui	Inclus	Oui
Niveau 2	Inclus	Oui	Inclus	Oui
Niveau 3	Inclus	Oui	Inclus	Oui
Niveau 4	Inclus	Oui	Inclus	Oui
Niveau 5	Non inclus	Non	voir BPU	Non

Maintenance curative / corrective	Prestations forfaitaires		Prestations hors forfait		
	Main d'œuvre y compris déplacement et toutes suggestions	Application franchise de 500 euros HT par pièce remplacée	Main d'œuvre y compris déplacement et toutes suggestions	Application franchise de 500 euros HT par pièce remplacée	
	Niveau 1	Inclus	Oui	Inclus	Oui
	Niveau 2	Inclus	Oui	Inclus	Oui
	Niveau 3	Inclus	Oui	Inclus	Oui
	Niveau 4	Inclus	Oui	Inclus	Oui
	Niveau 5	Non inclus	Non	voir BPU	Non
Autres prestations (sur demandes ponctuelles)	Prestations forfaitaires		Prestations hors forfait		
Astreintes / Interventions	Inclus				
Assistance générale au CH Avignon	Inclus				
Imposition réglementaire nouvelle	Non inclus		Voir BPU		
Dégradations par des tiers après justification (1) ou demandes ponctuelles du CH Avignon	Prestations forfaitaires		Prestations hors forfait		
Main d'œuvre y compris déplacement et toutes suggestions	Main d'œuvre niveaux 1 à 4 (Travail à effectuer pendant 1 heure journalière cumulable dédiée aux travaux divers).		niveau 5		
Matériel en réparation ou échange standard (1)	Voir tableau (1) ci-après et son explication		Voir tableau (1) ci-après et son explication		

Evènements exceptionnels (vol, incendie, foudre, inondation) après justification (1)	Prestations forfaitaires	Prestations hors forfait
Astreintes / Interventions	Inclus	
Assistance générale au CH Avignon	Inclus	
Main d'œuvre y compris déplacement et toutes suggestions	Non compris	Voir BPU
Matériel en réparation ou échange standard	Voir tableau (1) ci-après et son explication	Non application de la franchise de 500 €.HT pour les matériels sur tous les niveaux de maintenance

TABLEAU EXPLICITANT LES MODALITES DE FACTURATION DES MATERIELS (1)

Type de dégradation par un tiers	Prestations comprises dans la prestation forfaitaire	Prestations non comprises dans la prestation forfaitaire = hors forfait
Appareil endommagé et dont la cause est visible (choc, immersion dans un liquide, fil coupé) Appareil qui a été constaté par le service technique du CH d'Avignon	Oui pour les niveaux 1 à 4 avec application de la franchise	Uniquement niveau 5, sans application de la franchise
Matériel ne fonctionnant plus (ou mal) ou fonctionnement de façon aléatoire ou par intermittence Appareil qui a été constaté par le titulaire sans qu'une personne des services techniques (ou une responsable de service) ne soit présent pour la constatation de la dégradation mentionnant par écrit le type de dégradation.	Compris pour niveaux 1 à 4 et pièce remplacée inférieure à 500 € HT	Voir BPU et application de la franchise pour niveau 1 à 4 Pour niveau 5, application du BPU et sans franchise par pièce remplacée

- 1) Note importante :** Dans le cadre du présent marché, la dégradation n'est facturable (Main d'œuvre + matériel dans le cadre de la franchise) que si celle-ci est constatable physiquement. Un appareil ne fonctionnant plus n'est pas considéré comme une dégradation mais considéré comme un matériel en panne et dont la réparation fait partie des prestations dues en maintenance curative / corrective

REGLES DE FACTURATION MINIMUM

En cas de panne sur un matériel, le prestataire doit proposer uniquement la solution la moins coûteuse pour le centre hospitalier en termes de réparation. En cas de désaccord avec le prestataire, c'est le CH d'Avignon qui choisit la solution lui semblant la moins coûteuse.

Un échange de pièces n'est facturable que dans les conditions suivantes :

- Si le fabricant vend des pièces détachées : Le matériel est réparé par le prestataire à partir des pièces détachées qu'il aura acquises chez le fabricant,
- Si le fabricant ou un distributeur ne vend pas les pièces détachées : le matériel est réparé par le fabricant.

Exemple 1 : un relais ou un régulateur ou un composant de puissance d'une carte électronique (sauf carte avec composants CMS) est en panne (principalement sur les vieilles installations) Le titulaire devra commander les pièces détachées et réaliser la réparation. En aucun cas il ne pourra demander un échange standard au fabricant (sauf si l'en assure les frais au-delà de la franchise de 500 € HT par pièce remplacée).

REGLES DE FACTURATION MAXIMUM POUR LES MATERIELS D'OCCASIONS

Certains matériels ne sont plus commercialisés par les fabricants. Le présent prestataire doit en cas d'impossibilité de réparation acquérir le matériel en occasion. La facturation du fournisseur pris en compte par le CH d'Avignon sera de 500 €.HT au maximum par ensemble complet remplacée (carte, alimentation, etc..). Le détail du mode de calcul est donné à l'article 14.

2.3 Description générale des prestations

2.3.1 Définitions générales des missions

Les missions assurées par le titulaire permettront d'assurer notamment :

- une maintenance préventive exhaustive de l'ensemble des systèmes de sécurité incendie du site,
- une maintenance préventive partielle de certaines installations concourant à la sécurité incendie du site,
- une maintenance préventive et corrective de l'ensemble des systèmes de sécurité incendie du site,
- les demandes d'intervention formulées en astreinte par le Centre hospitalier d'Avignon,
- la maintenance préventive et corrective du système d'extinction automatique du local informatique,
- les formations et le maintien à niveau des agents du Centre hospitalier d'Avignon,
- la mise à jour des textes des centrales, de la programmation et de l'unité d'aide à l'exploitation,
- le remplacement des batteries des équipements du SSI,
- le reconditionnement des détecteurs tous les 6 ans (1/6 du parc par an soit au maximum 4/6 du parc en cas de 3 renouvellements annuels successifs du présent marché),
- une mise à jour des plans et documents divers de suivi du patrimoine de l'établissement.

Le titulaire devra, le cas échéant, compléter les missions générales ou détaillées décrites dans le présent CCTP tant en termes de qualité et d'exigences spécifiques qu'en terme de fréquence et de nature de tâches, pour respecter les impératifs spécifiques de maintenance de certains équipements et garantir le respect de ses obligations de résultats.

Toute tâche supplémentaire ou fréquence de passage supérieure nécessaire à la prise en compte du patrimoine est incluse au forfait de rémunération au titre de l'obtention de la garantie de résultats attendue de l'exécution du présent marché.

Par ailleurs, la maintenance préventive et corrective des installations de l'établissement devra être réalisée **d'une manière continue** tout en tenant compte des impératifs hospitaliers.

2.3.2 Installations concernées par la maintenance préventive et corrective de niveau 1 à 4 au sens de la norme FD X 60 000

Les installations prises en charge par le titulaire dans le cadre du présent marché sont les suivantes :

- Système de sécurité incendie :
 - Centrales de Détection Incendie,
 - Centralisateurs de Mise en sécurité incendie (CMSI),
 - Alimentation Électrique de sécurité (AES),
 - Détecteurs incendie de tout type,
 - Déclencheurs manuels,
 - Indicateurs d'actions,
 - Système d'alarme, de diffusion et de sonorisation,
 - Asservissements et dispositifs actionnés de sécurité dont lignes et organes de commande (commandes et contrôles exutoires de fumée hors DENFC à commande strictement mécanique, contact de position des portes coupe-feu, clapets coupe-feu, volets de désenfumage, trappe de désenfumage, non-stop ascenseurs, MEA, coffret de relaying, extracteurs, etc...).
 - Batteries,
 - Ensemble des réseaux et organes nécessaires au fonctionnement de ces ouvrages.
 - Portes coupe-feu à fermetures automatiques (galerie, réserves...)
- Extinction automatique :
 - Système d'extinction automatique gaz.

NB : La liste des installations SSI est jointe en annexe 1 du présent C.C.T.P. Cette liste permet au titulaire d'apprécier l'importance des installations et d'en déduire les contraintes de maintenance.

Cette liste est donnée à titre indicatif. Il appartient au titulaire de la compléter, s'il le juge nécessaire, pour établir sa proposition ou adapter ses interventions au cours du contrat.

2.3.3 Gestion des demandes ponctuelles ou besoins exceptionnels

Il sera prévu la mise en place de techniciens sur la base d'une facturation horaire.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution du site,
- des contraintes dues à sa destination, notamment des horaires possibles d'intervention du fait de l'exploitation des différents espaces,
- de la consistance des équipements et installations concernées par les opérations de maintenance,
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité, à l'hygiène et à la spécificité de chaque secteur du site.

2.3.4 Précisions sur certaines limites de prestations

Pour chaque organe de sécurité, les limites de prestations sont définies comme suit :

- Tous les organes constitutifs d'un équipement (central et périphérique) raccordé ou commandé par le Système de Sécurité Incendie sont inclus dans le présent marché.
- Le graissage des axes et le contrôle des courroies et des manchons des tourelles ou extracteurs de désenfumage est à réaliser.
- L'intégralité du câblage des systèmes de sécurité incendie, depuis la protection électrique de l'armoire alimentant l'équipement est comprise.

- Le périmètre amont de prestations pour les installations électriques débute aux sources de sécurité composant les alimentations électriques de sécurité (AES). Par conséquent les câbles d'alimentation 400 v ou 230 v des sources de sécurité ne font pas partie du présent marché alors que les sources de sécurité, les systèmes de désenfumage et les AES font partie du présent marché. Il n'existe aucune limite aval pour les équipements pilotés par des courants faibles (organes de commande), à l'exception de certains équipements mécaniques situés à l'aval des organes de commande.

2.3.5 Précisions sur les prestations exclues

Ne font pas parties du présent marché les prestations suivantes :

- Désenfumage : gaines et conduits de désenfumage ;
- Portes coupe-feu : serrurerie, menuiserie, ventouse, bandeau ; (Attention les portes à fermetures automatiques (coulissantes des galeries et réserves etc...) sont comprises dans le marché ;
- Alimentation principale : jusqu'à la protection électrique de l'armoire alimentant l'équipement ;
- Arrêt technique : armoire électrique ;
- Tous les organes constitutifs d'un équipement à commande manuelle concourant à la sécurité incendie (Dispositif d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur - D.E.N.F.C.) ;

2.3.6 Gestion des opérations de travaux – interface avec les différents intervenants :

Les prestations de travaux d'extension, de modification en cas de travaux ou de mise en conformité des installations n'entrent pas dans le cadre du présent marché.

Pour les opérations de travaux menées par des maîtres d'œuvre internes (CH d'Avignon) ou externes (bureaux d'études privés), le titulaire du présent marché transmettra les documents nécessaires afin de mener à bien les études en matière de SSI :

- Les fonds de plans (informatique) des dossiers d'identité SSI existants et maintenus à jour par le titulaire du présent marché.
- Les scénarios des dossiers d'identité SSI existants et maintenus à jour par le titulaire du présent marché.

A la fin des opérations de travaux, les documents mis à jour seront retransmis au titulaire du présent marché afin d'intégrer les modifications et les extensions, aux dossiers d'identité SSI existants, maintenus à jour par le titulaire du présent marché.

Ces prestations sont intégrées au forfait annuel de maintenance du présent marché dans le cadre des prestations de maintenance préventive systématique rémunérées par des prix forfaitaires.

Les coûts de maintenance périodique prévues au titre du présent contrat pendant l'année de parfait achèvement et les deux années de garantie de bon fonctionnement, seront mis par avenant à la charge du Titulaire du présent marché de maintenance.

2.4 Principes généraux des prestations à prévoir

L'ensemble des prestations prévues au marché (maintenance préventive MP, maintenance curative MC) devra s'articuler de la manière suivante selon le principe prévisionnel de planification ci-dessous :

- MP suivant le planning pré établi avec le CH d'Avignon.
- MC après appel à l'astreinte, après chaque période d'essai ou en cas de bon de commande spécifique dans le respect des délais contractuels (article 8 du présent document).

2.4.1 Prestations prévues dans le forfait de rémunération

Nonobstant les prestations listées à l'article 1.5, la rémunération forfaitaire couvrira également les prestations suivantes :

- Maintenance des équipements et installations mises en œuvre par le CH Avignon, ou confiées au titulaire du présent contrat ou à d'autres entreprises extérieures,
- les réunions avec les services techniques du CH D'AVIGNON et les tiers (6 journées mini par an),
- la réalisation des comptes rendus, rapports de visite, comptes rendus annuels d'activités, etc...,
- la gestion du stock de petits matériels: cartes, matériels de DI...,
- les modifications des schémas et plans des installations en fonction des travaux réalisés (papier et informatique), ou des écarts constatés en cours de réalisation du marché,
- la retranscription sur différents documents papiers et informatiques, des relevés, issus des modifications techniques et de câbles des installations, ou des constats des installations existantes en cas d'écart avec les supports disponibles ou d'absence de support,
- selon les dispositions de l'article 3, les interventions de maintenance curative ou corrective découlant des observations du contrôle triennal des SSI qui n'auraient pas été prises en charge dans l'organisation des suites à donner aux visites semestrielles telle que décrite dans le présent CCTP,
- la présence lors des commissions périodiques de sécurité incendie et lors de leur préparation,
- selon les dispositions de l'article 3 du présent CCTP, les interventions nécessaires à la levée des observations issues des visites des commissions périodiques de sécurité incendie,

2.4.2 Prestations hors forfait à la demande du CH d'Avignon.

Au-delà du forfait de rémunération, certaines prestations sont réalisées **sur la base de devis ou en régie au tarif contractuel** en fonction des besoins du CH d'Avignon et pour les besoins non pris en compte par les dispositions précédentes.

Sans que cette liste puisse être exhaustive :

- ⇒ Adjonction de point de DI (détecteurs, brise-glace,...),
- ⇒ Changement d'une centrale de sécurité incendie,
- ⇒ Changement d'une série de DAI,
- ⇒ Etc...

Les études permettant l'établissement de chaque devis ou proposition de prestations sont incluses dans le devis.

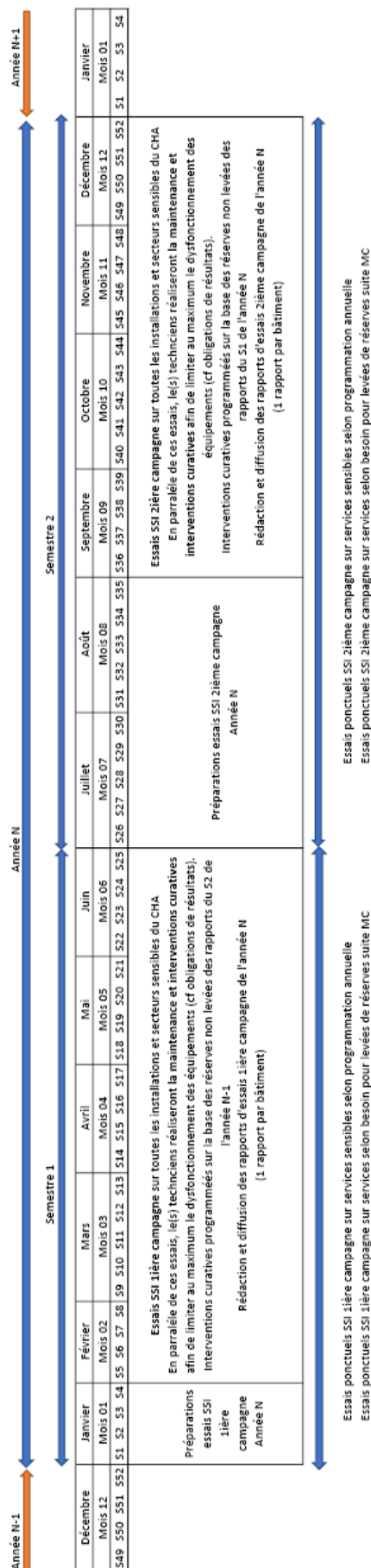
2.4.3 Organisation des opérations de maintenance préventive et curative lors des campagnes d'essais périodiques

Le schéma de principe ci-après présente les modalités générales d'organisation des essais périodiques et des levées de réserves liées.

Semestre 1 : 74 jours ouvrés, de présence du technicien (déductions faite jours fériés et week-end) soit environ 15 semaines

Semestre 2 : 68 jours ouvrés, de présence du technicien (déductions faite jours fériés et week-end) soit environ 14 semaines

Organisation type de la maintenance préventive (MP) et corrective (MC) des SSI et des installations concourant à la sécurité incendie du Centre Hospitalier d'Avignon



Article 3 Prescriptions sur les installations

3.1 Installations concernées

Les prestations concernent l'ensemble des installations définies à l'annexe n° 1 au CCTP « Liste des installations des systèmes de sécurité incendie au Centre Hospitalier d'Avignon ».

3.2 Etat des installations

3.2.1 En début d'exécution du marché

Un état des lieux contradictoire de l'état apparent des matériels et équipements est établi au début de l'exécution du marché.

Dans les 30 jours suivant le premier état des lieux, le titulaire doit faire connaître au CH d'AVIGNON et par écrit :

- ses observations sur l'état des installations mentionnées sur le procès-verbal de l'état des lieux,
- la nature des mises en conformité nécessaires pour rendre le matériel fonctionnel en cas de défaillance repérée dans l'état des lieux.

Les mises en conformité signalées dans ce délai de 30 jours sont à la charge du CH d'AVIGNON.

Les mises en conformité non signalées dans ce délai de 30 jours sont à la charge du titulaire.

Au-delà de cette période de 30 jours, le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations et faire état des difficultés provenant de l'état ou de l'exécution des installations du site pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le présent marché.

3.2.2 En fin d'exécution de marché

Le titulaire s'engage, au titre du présent marché à :

- Laisser les matériels, équipements et ouvrages en état normal d'entretien et de fonctionnement.
- Restituer toutes les pièces écrites (lettres, rapports, documentations, plans, notices, documents de maintenance, etc.) et mises à jour, sous forme papier et sous forme numérisée (CD-Rom, disque dur, clé USB). Tous les documents et fichiers doivent être au format WORD, EXCEL, ACCESS, AUTOCAD, DWG et pdf (pour les plans).
- Restituer en parfait état de fonctionnement et d'aspect, le matériel et le(s) logiciel(s), le stock de pièces détachées remis éventuellement par le CH d'Avignon au titulaire en cours de marché.
- La vérification de la mise en conformité des installations.

Les pièces détachées et les matériels acquis par ou pour le CH d'Avignon en cours d'exécution de marché, doivent être restitués à l'état neuf et en parfait état de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire et de tout expert désigné par le CH d'Avignon.

Toute dépense pour la remise en état des équipements et des installations ou des documents provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du présent marché, lui est imputée.

Le titulaire doit initier le personnel du nouveau prestataire chargé de la conduite de la maintenance, avant expiration du présent marché, pendant une durée de 30 jours ouvrables après l'état des lieux contradictoire de début du marché.

Article 4 Prise en compte des installations

La prise en compte des installations est à réaliser (sauf indication contraire dans le présent document) au même moment que la première visite de maintenance préventive contractuelle.

Pour des raisons pratiques, elle pourra débuter dès le 1^{er} mois d'exécution du marché en lien avec la phase « état des lieux » évoquée au 3.2.1. Elle se fera sur l'ensemble des installations prévues au marché.

La prise d'effet du marché intègre trois (3) phases distinctes :

- la quantification du stock existant,
- la récupération et la mise à jour éventuelle des plans et documents sur fichier, notamment au format DWG, à défaut PDF (les documents disponibles uniquement sur support papier seront mis à disposition ponctuellement du titulaire afin qu'il les copie avant de les restituer à l'établissement)
- le diagnostic de l'état des installations,

Les installations concernées sont données à l'annexe n° 1 au CCTP « Liste des installations des systèmes de sécurité incendie au Centre Hospitalier d'Avignon ».

4.1 Quantification du stock existant / Fourniture matériel

Il est réalisé un inventaire contradictoire du stock éventuel appartenant au Centre Hospitalier d'Avignon. Les équipements et pièces détachées de ces inventaires seront remis au titulaire. Cette prestation est réalisée en présence du prestataire sortant.

En cours d'exécution, en principe le Centre Hospitalier d'Avignon ne fournit aucun matériel. Cependant, pour des questions pratiques et économiques, le CH d'Avignon disposant de marchés publics avec de nombreux fournisseurs, se réserve le droit de fournir en direct, pour la maintenance corrective, et au-delà du forfait contractuel de 500€ HT par pièce, les matériels neufs (ou récupérés sur site) nécessaires aux réparations des installations par le titulaire.

En dehors, de ces circonstances, toutes les pièces détachées sont à la charge du titulaire, dans le respect des conditions du seuil de 500€ HT par pièce.

A ce titre, le titulaire s'engage :

- à réaliser dans les dix jours à compter de la date de début d'exécution du marché, la liste du matériel à prévoir pour garantir les obligations d'interventions et de résultats attendues,
 - à tenir à disposition dans le mois, à compter de la date d'exécution du marché, en permanence un lot minimum de pièces pour satisfaire les exigences contractuelles.
- Parmi ces pièces seront notamment prévues (liste non exhaustive) des modèles d'équipements utilisés tels que lampes, fusibles, vitres de déclencheurs manuel, cartouches de gaz inerte comprimé, tête de détecteur, etc....

Ce stock sera mis en place par le présent titulaire au Poste de Sécurité Incendie ou dans leur local affecté et sera contrôlé régulièrement par ce dernier.

4.2 Elaboration des documents de maintenance

Le titulaire prend à sa charge l'élaboration ou la mise à jour de tous les documents type nécessaires au respect des dispositions du présent CCTP, comme par exemple :

- Gamme de maintenance de chaque matériel
- Rapport d'intervention
- Rapports
- Procédures
- Plans
- Etc...

4.3 Mise à jour des plans et documents

Le Centre Hospitalier d'Avignon possède certains descriptifs et plans techniques des installations qu'il met à disposition du titulaire.

Tous les plans et documents du site sont à organiser par le titulaire qui doit :

- faire le tirage et les photocopies de tous les plans et documents nécessaires au titulaire: l'original doit être rendu au CH d'Avignon».
- Vérifier la conformité de l'ensemble des plans et documents par rapport à l'existant.
- Mettre à jour et corriger (sous Autocad ou autres si fichier informatique) tous les plans erronés par rapport à l'existant, indiquer et dater la modification sur chaque plan modifié.
- Saisir sous Excel l'ensemble des plans et documents non saisis (lot, n°, version, date, description, échelle, n° fichier informatique, état (vérifié ou non), note de conformité par rapport à l'existant (« conforme », « non conforme ») et la nature de l'écart si « non conforme »).
- La transmettre au CH d'Avignon à chaque modification.

Rappel : Pour ne pas utiliser les originaux, le titulaire doit obligatoirement faire un tirage, au minimum, de chaque plan nécessaire à sa mission. Les originaux ne peuvent sortir des archives de l'établissement que dans le cas de réalisation de tirages ou photocopies.

Durant le marché, le titulaire continue de mettre à jour les plans et documents en fonction des non-conformités décelées, ou des écarts entre l'existant et les plans disponibles.

Ainsi après toute modification des installations réalisées par le titulaire, ou pas, celui-ci doit mettre à jour l'ensemble des pièces écrites et graphiques (plans, schémas, inventaires, etc...), et les transmettre à l'établissement sous format « papier » (2 exemplaires) et informatiques (ces derniers seront au format Word, Excel, pdf et dwg).

La vérification des plans a lieu :

- Avant la visite de maintenance préventive
- A chaque modification des installations.

4.4 Prise charge des installations - Audit

Lors de la notification du marché, le titulaire peut recevoir un bon de commande pour mettre en place une équipe sur le site afin de réaliser une prise en charge complète des installations et ouvrages relevant du marché.

Cette prise en charge a pour but de mettre à jour la liste du matériel fournie à titre indicatif au présent marché et de recenser :

- l'ensemble des ouvrages, des installations et équipements (désignation, marque, type, caractéristiques, localisation, âge, vétusté, etc.) et des données techniques (paramètres de l'installation),
- les dates de mise en service,
- les dates de fin de Garantie de Parfait Achèvement,
- les dates de fin de Garantie Constructeurs,
- les défauts de fonctionnement, de mise en œuvre, de signalétique...,
- les lacunes éventuelles des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) et des Dossiers d'Interventions Ultérieures sur Ouvrage (DIUO), et de tout autre document remis,

Pour chaque défaut observé, le titulaire indiquera les mesures qu'il estime nécessaires pour lever les réserves ou engager des améliorations.

Cette phase prendra la forme d'un AUDIT que le titulaire réalise dans le cadre de sa mission globale et qui sera complété à l'issue de la première campagne d'essais prévue au titre de la maintenance préventive.

Le rapport d'audit est à remettre (sous Excel et pdf). Il comprend, pour chaque matériel non conforme / dangereux / vétuste :

- une photo du matériel concerné,
- l'indication de l'emplacement,
- le coût de la réparation (si la prestation n'est pas à la charge du prestataire),
- l'urgence de la réparation (sans objet, urgence faible, urgence moyenne, urgence importante)
- Etc...

Les données de chaque équipement (coût, réparation, vétusté, photo, etc..) pourront ensuite être intégrées à la base de données de la GMAO, sur demande de l'établissement.

Chaque rapport est transmis :

- sous forme papier en 2 exemplaires à l'établissement, à l'adresse suivante :
CENTRE HOSPITALIER D'AVIGNON
Direction des Achats et de la Logistique
Service Sécurité Incendie
84902 AVIGNON CEDEX 9
- sous forme électronique, format PDF, adressé aux trois adresses e-mail suivantes :
 - o . adresse e-mail suivante : DUBOIS.Laurent@ch-avignon.fr
 - o . adresse e-mail suivante : RABAGLIA.Stephane@ch-avignon.fr
 - o . adresse e-mail suivante : CHAUSSENDE.Christophe@ch-avignon.fr
- Une **synthèse** du rapport est aussi transmise sous forme électronique, format pdf et Excel, aux adresses e-mail indiquées ci-dessus.

Cette dernière transmission prend obligatoirement la forme d'un tableau de synthèse récapitulant l'ensemble des contrôles réalisés.

Ce tableau de synthèse doit donner au minimum les précisions suivantes :

N° Observations	Bâtiment	Zone concernée	Type de Contrôle réalisé	Résultat du contrôle / constatations	Numéro de photo	Urgence de la réparation	Conclusion	Recommandation émise	Prix estimatifs	Délais de réalisation
-----------------	----------	----------------	--------------------------	--------------------------------------	-----------------	--------------------------	------------	----------------------	-----------------	-----------------------

Ces tableaux sont ensuite complétés de façon régulière et remis par e-mail aux représentants du Centre Hospitalier d'Avignon.

Le titulaire présente dans son offre un calendrier faisant apparaître les étapes de prise en charge du site et les moyens prévus. Ces éléments sont rendus contractuels.

NOTA : Lors de la rédaction de ce CCTP des actions de travaux sont en cours comme décrites dans l'article 1.2. Ce chantier va générer le remplacement des équipements existants y compris les câblages avec une extension d'équipements à maintenir.

Article 5 Expression détaillée de la prestation

5.1 Fonctions/services attendus – caractéristiques techniques – exigences minimales obligatoires

Le titulaire du marché est garant de la bonne organisation et du suivi de la réalisation des prestations qu'il a en charge. Cela inclut notamment :

- l'organisation, la coordination de ses interventions et le pilotage de ses équipes et de ses sous-traitants éventuels,
- le contrôle de la bonne exécution des prestations,
- la mise en place et le contrôle de la qualité de service de ses équipes et de ses sous-traitants, et le suivi des indicateurs qualité,

5.1.1 L'interlocuteur unique

Les prestations du titulaire sont placées sous la conduite d'un interlocuteur unique et direct du CH d'Avignon.

Il est nommé dès le début d'exécution du marché.

Il participe aux réunions périodiques organisées à l'initiative du CH d'Avignon.

5.1.2 Les intervenants du titulaire

Le titulaire met en place le personnel nécessaire et dont il lui appartient de déterminer le nombre et la qualification, dans le respect des conditions et moyens spécifiques définis au présent CCTP.

Le projet d'organisation, précisant les effectifs, les qualifications, le rôle de chaque intervenant, le nombre d'heures prévisionnelles et les horaires de présence, remis par le titulaire dans son offre fait partie des documents contractuels. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre qui ne peuvent être inférieurs à ceux éventuellement définis dans le présent CCTP.

Le titulaire s'engage à :

- mettre en place tout moyen humain complémentaire qui s'avérerait nécessaire pour respecter les engagements du marché,
- informer le CH d'Avignon en cas d'écart avec l'organisation décrite (adaptation de l'effectif, modification de la sous-traitance...),
- mettre en œuvre les dispositions prévues par la sous-section 4 du code du travail pour toutes les interventions sur des matériaux ou équipements susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

5.1.3 Le personnel d'intervention

Le titulaire est entièrement responsable de son personnel et de celui de ses sous-traitants éventuels. Afin d'assurer un service optimum et de garantir le bon déroulement de la prestation, il lui appartient de s'organiser pour que ses personnels et ceux de ses sous-traitants éventuels :

- respectent les objectifs du CCTP,
- disposent d'un niveau de compétence, de qualifications et d'habilitations adaptés à chaque mission,
- soient en possession de matériels en parfait état de marche,
- affichent un comportement irréprochable et une attitude exemplaire envers les usagers du CH d'Avignon.

Il est également responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. Les stages de formation nécessaires sont à sa charge et inclus au forfait de rémunération.

La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par le CH d'Avignon sur simple demande au titulaire.

Le titulaire tient à jour une liste (sur Excel) du personnel intervenant sur le site. Cette liste est transmise régulièrement à l'établissement. Elle comprendra au minimum les indications suivantes :

- Nom / prénom
- La spécialité
- Les qualifications particulières (à joindre)
- Usage (MP, MC, astreinte)
- Photo

Les personnes inscrites sur cette liste seront seules autorisées à intervenir sur les installations pour l'exécution des prestations du présent marché.

Le personnel du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail, européenne et française
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur site,
- aux conventions collectives relatives aux prestations assurées,

Le titulaire recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution de la mission définie au marché. Il assure la gestion des horaires et effectifs pour garantir le respect de la législation du travail relative notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires et éventuellement complémentaires et aux congés annuels ou autres. Il fait son affaire des accidents de trajet ou du travail qui pourraient survenir à ses préposés du fait ou à l'occasion du marché.

En aucun cas et quelle que soit la durée des prestations, le personnel du titulaire ne peut être assimilé juridiquement au personnel salarié du CH d'Avignon ou à un personnel intérimaire mis à sa disposition.

5.1.4 Sous-traitance :

Le CH d'Avignon n'admet que de la sous-traitance de 1er rang.

Le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations, mais demeure seul responsable de leur exécution envers le CH d'Avignon.

Les prestations sous-traitées doivent être exécutées avec le même niveau de qualité et sont soumises aux mêmes conditions d'exécution que le marché principal.

Le titulaire se porte garant vis à vis du CH d'Avignon du respect par le sous-traitant de l'ensemble des clauses et conditions du présent marché.

Chaque fois que le titulaire souhaite avoir recours à un sous-traitant, il doit préalablement soumettre l'agrément dudit sous-traitant et les conditions de paiement de celui-ci à l'acceptation du CH d'Avignon. Le CHA n'a pas à motiver un refus de sous-traitant.

Les modalités de présentation d'un sous-traitant sont détaillées dans le CCAP.

5.1.5 Caractéristiques techniques du matériel/de la prestation à fournir par le titulaire

Le titulaire doit posséder le matériel nécessaire pour que son personnel puisse réaliser l'ensemble des interventions de la prestation.

Pour cela, le titulaire fournit à minima dans le cadre du marché les moyens matériels suivants :

- ⇒ outillages nécessaires aux interventions de maintenance préventive (perche, petits outillage, etc.),
- ⇒ équipements de mesure éventuellement nécessaires aux interventions et pour garantir les délais de réparation,
- ⇒ équipements divers de protection collective, de signalétique, de balisage,
- ⇒ équipements de protection individuelle,
- ⇒ équipements nécessaires au travail en hauteur (PIR), etc..
- ⇒ équipements et logiciels informatiques divers y compris ceux pour le paramétrage et programmation des centrales etc...

Pour le matériel présent sur le site et appartenant au CH d'Avignon, un état du matériel est à effectuer en début et fin du marché. En cas de perte, vol, casse..., le prix du matériel est déduit de la rémunération du prestataire ou remplacé à l'identique par ce dernier.

Si le CH d'Avignon était amené à en fournir une partie, le titulaire le mettrait en œuvre sous sa propre responsabilité.

5.1.6 Nettoyage (locaux et installations-matériels), évacuation et traitement des déchets

Le titulaire maintiendra en parfait état de propreté le ou les locaux (techniques, services ou mis à disposition) concernés par des interventions de son personnel (ou sous-traitant).

Le titulaire fera également son affaire des démontages et remontages rendus nécessaires par son intervention, en tout lieu de l'établissement. Il prendra à sa charge tout enlèvement et manutention de pièces ou d'équipements remplacés et tout équipement pour accéder à l'organe à remplacer.

Après intervention, le titulaire remettra en état de bon fonctionnement et de propreté les installations et locaux dans lesquels il aura été amené à intervenir.

Il prend à sa charge et assure l'enlèvement et, si nécessaire, la destruction des consommables et pièces détachées usagées selon les normes et procédures définies par la réglementation avec, le cas échéant, l'élaboration des fiches de suivi et de destruction correspondantes.

Toutes les opérations effectuées le seront dans le respect et la protection de l'environnement.

Le titulaire doit évacuer à la décharge les matériels, matières et équipements usagés, ou emballages au jour le jour.

5.1.7 Stockage et utilisation de produits dangereux

Il est précisé qu'il n'existe aucun local de stockage de produits dangereux sur le site. Le titulaire ne peut en aucun cas stocker de tels produits dans l'enceinte du site, autres que ceux nécessaires à son utilisation quotidienne. En cas d'absolue nécessité, le stockage quotidien de produits explosifs et inflammables doit faire l'objet d'une autorisation préalable par le CH d'Avignon.

5.1.8 Tenue vestimentaire, comportement, discipline du personnel du titulaire

Le personnel du titulaire et de ses sous-traitants éventuels observent les règles de bonne tenue et de comportement adapté à l'environnement de l'établissement. En particulier, il respecte les règles décrites ci-après :

Tenue vestimentaire

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail mentionnant le Raison Sociale du titulaire ou s'il présente une tenue négligée. Chaque agent devra également être doté d'Équipements de Protection Individuelle fournis par le titulaire. Le personnel sera également porteur d'un badge d'identification professionnelle comportant, au moins, de manière distincte et visible, la raison sociale et le logo de la société, la photo, les nom et prénom du technicien.

Comportement

Le personnel du titulaire doit démontrer en toute occasion :

- un dynamisme et une motivation dans l'exercice de sa prestation,
- une courtoisie et un respect à l'égard des usagers, des patients, du personnel soignant, des services techniques et des visiteurs du CH d'Avignon,
- une écoute et une réactivité face aux difficultés pouvant se présenter,

Discipline

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel, les règlements intérieurs et de sécurité propres à l'établissement.

Il est interdit au personnel du titulaire :

- de pénétrer dans les locaux sans se présenter selon la procédure mise en place par le CH d'Avignon,
- de manipuler, en dehors des prestations qu'il réalise au titre du marché, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et notamment les matériels informatiques,
- de prendre des repas ou encas à l'intérieur des locaux non dédiés,
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur le site,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise à l'exception d'un sous-traitant dûment agréé ou d'un personnel de la DTIH (services techniques),
- d'introduire dans les locaux, des personnes autres que le personnel assurant les prestations,
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- de tenir des réunions, sans rapport avec le marché, dans l'enceinte des locaux,

En cas d'infraction aux dispositions ci-dessus, le CH d'Avignon demande le retrait du site de l'auteur de l'infraction, sans préjudice des sanctions qui peuvent être infligées au titulaire.

Relations avec les autres prestataires du CH d'Avignon en charge d'équipements de sécurité incendie
D'autres entreprises que le titulaire sont susceptibles d'intervenir sur le site pour des équipements nécessitant une interface avec les installations dont il aura la charge. Afin que tous puissent mener à bien leurs prestations, le titulaire devra les associer à toutes les opérations de contrôles de report d'alarmes, de paramétrages et autres informations ayant une incidence sur leurs prestations.

5.2 Effectif et moyens humains à mettre en place selon les besoins du marché

Les moyens humains à mettre en place correspondent :

- aux moyens nécessaires à la réalisation de la maintenance préventive et à la petite maintenance curative décrite au présent CCTP
- aux moyens occasionnels nécessaires à la réalisation de la maintenance corrective ou à la gestion des astreintes selon les dispositions décrites dans le présent CCTP

5.2.1 Les moyens humains pour la maintenance préventive et la petite maintenance curative

Le titulaire met en place tous les moyens humains nécessaires pour garantir les objectifs contractuels de maintenance préventive et de petite maintenance curative.

En cas d'insuffisance, le titulaire met en place tous les moyens humains complémentaires pour garantir les objectifs contractuels de maintenance préventive et l'hôpital se réserve le droit d'appliquer des pénalités de retard au regard des plannings préétablis entre le titulaire et le CH d'Avignon, ou des objectifs de résultats à atteindre.

En revanche, un agent du service sécurité incendie assure la détection incendie des locaux (matériel à fournir par le prestataire) et le réarmement centralisé peut-être assuré par le titulaire depuis le PC sécurité.

En cas d'absence du personnel habituellement dédié au site, le titulaire doit le remplacer par du personnel connaissant parfaitement le site et les installations.

A cette fin, ce personnel doit être présent au minimum 10 jours par visite lors des précédentes visites

5.2.2 Les moyens humains occasionnels

Le prestataire met en place le personnel nécessaire complémentaire pour réaliser les interventions en maintenance corrective, ou sous astreinte, dans le cadre des obligations du présent marché :

- En renfort du personnel en place pour réaliser les obligations contractuelles qui ne peuvent être réalisées par celui-ci compte tenu de sa charge de travail (vérification des plans, etc..), le personnel mis à disposition devra disposer d'un niveau de connaissance suffisant du site et de ses installations.
- S'il s'agit de sous-traitants éventuels, les exigences de qualifications des personnels, de connaissance du site et de ses installations sont les mêmes que celles s'imposant au titulaire.

En cas d'insuffisance, le titulaire met en place tous les moyens humains complémentaires pour garantir les objectifs contractuels de maintenance préventive et CH d'Avignon se réserve le droit d'appliquer des pénalités de retard au regard des délais d'intervention en astreinte ou des délais indiqués dans les commandes d'interventions correctives préétablis entre le titulaire et le CH d'Avignon.















































En cas d'absence d'un technicien habituel, le titulaire doit mettre en place le jour même de l'absence, une personne connaissant parfaitement le site et les installations. A cette fin cette personne doit avoir été présente au minimum 10 jours par visite sur le site lors des précédentes visites.

Tableau de synthèse des moyens à mobiliser :

Maintenance préventive : <u>LES TECHNICIENS EN NOMBRE ET AUX COMPETENCES SUFFISANTES</u>	Suivant un planning établi en parallèle avec le CH d'Avignon	du lundi au vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 (l'heure de pause n'est pas fixe) à 16h00 sauf les jours fériés légaux.
	Pour les services sensibles (Blocs, Réanimation, salles d'interventions, secteurs protégés, etc ...)	Un planning spécifique est établi en fonction des fermetures programmées des services. Le coût de cette maintenance hors HO* est compris dans la maintenance forfaitaire.
Demande ponctuelle en main-d'œuvre :	En fonctions des besoins du CH d'Avignon et en accord avec le titulaire au tarif horaire du marché	du lundi au vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h00 sauf les jours fériés légaux. Pour des besoins spécifiques (hors maintenance : Travaux sup le Weekend et JF) il sera établi un devis particulier.
Assistance au CH d'Avignon	Suivant l'appel du CH d'Avignon en accord avec le titulaire. Cette prestation est limitée à 5 j par an mais est incluse à la part de rémunération forfaitaire du présent marché	du lundi au vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h00 sauf les jours fériés légaux.
Maintenance corrective et astreinte : <u>LES TECHNICIENS EN NOMBRE ET AUX COMPETENCES SUFFISANTES</u>	Sous appel ou en fonction des délais d'interventions suivant les prestations	7 jours sur 7 – 24 H sur 24 365 jours par an.

*HO : heures ouvrables

Pendant toute la durée du marché, pour chaque période d'essais périodiques, l'entreprise doit mettre en place, selon un planning d'intervention préalablement établi, les moyens minimaux suivants :

Présence sur le site	Pour la MC suivant l'appel Pour la MP suivant le planning																							
	02h00 A 05h	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	01	02	02 à 05	
Prestation de maintenance des techniciens suivant <u>planning</u> (MP+MC)																								
Astreinte 24/24 pour MC après appel																								



Interventions possibles pour services sensibles (blocs, chirurgie ambulatoire, radiologie etc...)

5.3 Exécution des prestations

5.3.1 Risques inhérents au site

Le CH d'Avignon est un site où des mesures spécifiques sont à mettre en place tant du point de vue des salariés du présent titulaire que des protections à prévoir vis à vis des patients, soignants, visiteurs, locaux ou installations techniques spécifiques. S'appliqueront notamment les contraintes découlant :

- Du SLIN (service de lutte contre les infections nosocomiales) : voir annexe 3 au CCTP
- De la réglementation applicable en établissement recevant du public
- De l'activité continue du site
- De la présence de matériaux ou équipements susceptibles de libérer des fibres d'amiante lors d'interventions

L'ensemble de ces contraintes font partie des préoccupations à prendre en compte au titre du marché. Un plan de prévention devra être établi en application des dispositions des articles R 4516-6 et suivants du code du travail.

5.3.2 Intervention du titulaire

Les interventions du titulaire ne doivent pas perturber le bon fonctionnement des installations et des utilisateurs et, être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée et les nuisances.

Le titulaire est responsable techniquement de toutes les installations sur lesquelles il est intervenu, tant d'une façon partielle que sur l'ensemble de celles-ci. En d'autres termes, toutes les installations, après interventions, doivent être en parfait état de fonctionnement et de sécurité.

Le titulaire a à sa charge, dans le cadre de ses interventions de maintenance, toutes les tâches annexes telles que :

- mise en place de nacelle,
- procédure SLIN (élaboration et application)
- balisage, compartimentage des zones de travaux
- remise en état des zones de travail après les interventions, et de façon générale, toute suggestion nécessaire à l'exécution des prestations du présent marché.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux règlements intérieurs du CH d'Avignon et devra prendre en compte les prescriptions applicables à l'accueil des entreprises sur le site (annexe 4 CCTP).

5.4 Contraintes internes

5.4.1 Sécurité

Le titulaire doit respecter les règles et consignes de sécurité qui lui sont et seront demandés durant l'exécution du marché.

5.4.2 Hygiène

Le titulaire devra respecter les consignes, préconisations et mesures particulières formulées par le SLIN ou la direction du CH d'Avignon, qui doivent être prises.

5.4.3 Evacuation des déchets

L'évacuation des déchets est à la charge du titulaire.

Pour les déchets revalorisables, le titulaire doit faire la demande au CH d'Avignon pour leur évacuation. Etant la propriété du CH d'Avignon, il est normal que celui-ci puisse le valoriser à son bénéfice.

5.4.4 Connexion / compatibilité avec le matériel existant

Cf article 12.5

5.4.5 Connexions informatiques

Toutes les connexions informatiques doivent être sécurisées.

Toutes demandes de réseaux dédiés ou autres soit passer par les responsables du marché qui feront les demandes nécessaires au service informatique du CH d'Avignon.

5.5 Contraintes externes – respect des normes et de la réglementation

5.5.1 Règlements et normes

Les prestations, installations et le matériel doivent respecter tous les règlements et normes en vigueur, applicables en France ou aux prescriptions techniques équivalentes, et en particulier celles relatives aux normes de maintenance : NF EN 13306 X 60-319

La série des normes NF X 60 –000/NFX60-010

✓ **Normes relatives aux Systèmes de détection incendie (S.D.I.) :**

- Norme NF S 61-950 relative aux détecteurs, tableaux de signalisation et organes intermédiaires,
- Norme NF S 61-962 relative au tableau de signalisation à localisation d'adresse de zone,
- Norme NF S 61-970 relative aux règles d'installation des Systèmes de détection incendie (S.D.I.),
- Norme européenne NF EN 54-1 relative aux Systèmes de détection et d'alarme incendie (S.D.A.I.),
- Norme européenne NF EN 54-2 relative à l'Equipement de contrôle et de signalisation (E.C.S.),
- Norme européenne NF EN 54-4 relative à l'équipement d'alimentation électrique,

✓ **Normes relatives aux Systèmes de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.) :**

- Norme NF S 61-930 relative aux systèmes concourant à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique,
- Norme NF S 61-931 relative aux dispositions générales,
- Norme NF S 61-932 relative aux règles d'installation du Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.),
- Norme NF S 61-933 relative aux règles d'exploitation et de maintenance,
- Norme NF S 61-934 relative aux Centralisateurs de mise en sécurité incendie (C.M.S.I.),
- Norme NF S 61-935 relative à l'Unité de signalisation (U.S.),
- Norme NF S 61-936 relative aux Equipements d'alarme (E.A.),
- Norme NF S 61-937 relative aux Dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S.),
- Norme NF S 61-940 relative aux Alimentations électriques de sécurité (A.E.S.),
- Fascicule FD S 61-949, commentaires et interprétations des normes NF S 61-931 à NF S 61-939,
- Norme NF S 32-001 relative aux signaux sonores d'évacuation d'urgence,
- Norme NF C 48-150 relative aux Blocs autonomes d'alarme sonore d'évacuation d'urgence (B.A.A.S.).

✓ **Normes et textes divers :**

- Norme NF C 15-100, relative aux installations électriques à basse tension,
- Norme NF C 32-070, relative aux conducteurs et câbles isolés pour installations et aux essais de classification des conducteurs et câbles du point de vue de leur comportement au feu,
- Normes concernant la compatibilité électromagnétique, notamment la directive européenne 89-336 du 03 mai 1989 transcrite par le décret français n° 92-587 du 15 septembre 1992,
- Règle R 7 de l'A.P.S.A.D.,
- Décret n° 88-1056, en date du 14 novembre 1988, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,
- Décret n° 92-158 du 20 février 1992, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure,
- Circulaire DHOS/E 4 n° 2005-256 du 30 mai 2005, relative aux conditions techniques d'alimentation électrique des établissements de santé publics ou privés,
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Circulaire DRT n° 90-19 du 30 octobre 1990, relative aux radiations ionisantes.

Cette énumération, indicative et non limitative, n'exclut pas les textes ou règlements particuliers applicables à des spécialités déterminées ou à des cas d'espèce.

Il appartient au titulaire de s'assurer du respect exhaustif des règles en vigueur.

Dans l'éventualité d'une mise à jour des textes et normes en vigueur, le personnel exploitant du CH Avignon doit être avisé de l'évolution des textes officiels et préconisations inhérentes aux installations et matériels faisant l'objet du présent marché (devoir de conseils).

Enfin, il y a lieu de se référer aux prescriptions des constructeurs de matériel et de tenir compte des demandes formulées par le CH d'Avignon.

5.5.2 Certification

Les matériels proposés doivent être certifiés selon les réglementations en vigueur.

5.5.3 Agrément – Qualifications du titulaire

Le titulaire doit disposer des qualifications et compétences pour intervenir sur les installations spécifiques du présent marché. Sont principalement concernés :

✓ Les systèmes de détection et d'asservissements incendie (SSI)

S'il ne l'est pas lui-même, il doit être certifié par les constructeurs. Dans le cas contraire il doit s'adjoindre d'une société disposant des compétences requises.

Le personnel doit avoir la capacité d'intervenir sur les systèmes de plusieurs constructeurs.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition du CH d'Avignon des techniciens qualifiés, compétents et spécialisés (en particulier pour l'extinction automatique) tels que définies par la norme pour réaliser les prestations.

Son personnel sur site doit être habilité pour intervenir sur les systèmes de sécurité incendie aux niveaux d'accès III et IV minimum conformément à la norme NFS 61-933.

Chaque année, en cas de reconduction, le titulaire doit désigner par écrit au CH d'Avignon, le nom des personnes qui interviennent dans le cadre du marché. Seules ces personnes seront autorisées à intervenir sur les matériels et équipements faisant l'objet du marché.

✓ Les interventions sur des matériaux ou équipements susceptibles de libérer des fibres d'amiante pour lesquelles l'entreprise mettra en œuvre les dispositions prévues par la sous-section 4 du code du travail.

✓ Les interventions dans des zones ou lieux spécifiques

Celles-ci concernent notamment les interventions en hauteur, en toiture, dans des locaux électriques spécifiques (postes HT etc...).

Article 6 Descriptions des prestations de maintenance préventive

6.1 Rappel des obligations générales

Obligations du Titulaire du Contrat de maintenance des SSI :

- ✓ Conformément à l'Article MS 73 § 3 du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, les vérifications pour les systèmes de détection incendie référencées dans la norme NFS 61.933 seront réalisées par le présent Titulaire au moyen des essais fonctionnels prévus à l'Article MS 56 § 3 deuxième tiret du Règlement de sécurité.
- ✓ Conformément à l'Article MS 57 du Règlement de sécurité, les installations de détection incendie impliquent, pendant la présence du public (24h / 24 dans notre cas), la mise en place d'un service de sécurité incendie susceptible d'alerter les sapeurs-pompiers.

Le présent Titulaire devra donc répondre (24 h / 24) sous quatre heures aux demandes de dépannage correctives par les Chefs d'équipe selon les précisions données dans le présent CCTP.

Il prendra également en compte (et même proposera) toutes solutions pour éliminer les fausses alarmes y compris celles provoquées par les DAS.

- ✓ Conformément à l'Article MS 68 du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) approuvé par arrêté du 25 juin 1980 modifié, et selon les dispositions de la norme NFS 61-933 de septembre 2011, les systèmes de sécurité incendie doivent être maintenus en bon état de fonctionnement. Cet entretien doit être assuré par l'installateur de chaque équipement ou son représentant habilité et ceci dans le cadre d'un contrat d'entretien.

Le présent Titulaire devra fournir, s'il n'est pas l'installateur de chaque équipement un (ou des) contrat(s) de sous-traitance ou des attestations l'habilitant avec ces installateurs.

Les périodicités, les délais de réparations précisées dans le présent CCTP seront obligatoirement à reprendre dans le (ou les) contrat à passer par le présent Titulaire auprès de (ou des) l'installateur (si différents).

Tout élément constitutif du SSI doit être testé.

Tous les moyens nécessaires à la réalisation des vérifications et notamment d'accès, sont à la charge du titulaire et doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

6.2 Fréquence et détail des prestations

La fréquence des visites de maintenance préventive est fixée à 2 visites par an selon le schéma de principe présenté à l'article 2.4.3 du présent CCTP :

- 1ère visite : pour chaque scénario, essais fonctionnels en mode automatique et manuel des UCMC du CMSI, sur la totalité des ZD, à partir du déclenchement d'un des éléments choisis de façon aléatoire dans une ZD considérée.

Lors de chaque visite, un point différent doit être sollicité afin de garantir dans le temps que tous les points affectés à un scénario seront sollicités.

Les mesures sur le désenfumage seront effectuées (en priorité) lors de la 1ère visite.

- 2ème visite : pour chaque scénario, essais fonctionnels en mode automatique et manuel depuis l'UCMC du CMSI et une vérification de la totalité des points de détection et des déclencheurs manuel. Les essais seront réalisés conformément à la norme NFS 61.933.

La périodicité des prestations de maintenance préventive systématique sera au minimum établi selon les dispositions suivantes conformément à la réglementation actuellement en vigueur :

Installation	Opérations d'entretien et vérifications à effectuer	Périodicité	Précisions
A. TABLEAU DE SIGNALISATION ET ECS			
Alimentation principale	Vérification des connexions au réseau, des connexions au réseau, des protections du tableau, de la tension secteur, des tensions d'utilisation (interne au tableau)	1 an	
Alimentation secondaire	Vérification de l'aspect de la source secondaire (batterie d'accumulateurs) et remplacement systématique tous les quatre ans.	1 mois + 4 ans	Mensuel pour les agents du CHA et 1 fois par visite pour le titulaire
	Vérification : des bornes, du niveau s'il y a lieu, des connexions	1 an	
	Mesure de la tension de la batterie	1 an	
	Vérification de la tension et du courant en positions charge et décharge	1 an	
	Vérification de la protection de la source secondaire	1 mois	Mensuel pour les agents du CHA et 1 fois par visite pour le titulaire
Signalisation	Essai des lampes	1 mois	Dito
	Essai de la source auxiliaire	1 mois	Dito
	Remplacement systématique tous les ans de la source auxiliaire	1 an	
	Essai des signaux sonores et lumineux correspondants aux états :	1 an	
	* Déangement ligne		
	* Alarme feu		
	* Mise hors service		
	* Essai (s'il existe)		
	* Défaut d'alimentation		
	* Transmission (s'il existe)		

Installation	Opérations d'entretien et vérifications à effectuer	Périodicité	Précisions
A. TABLEAU DE SIGNALISATION ET ECS			
	* Sauvegarde (s'il existe)		
Commandes manuelles	Vérification des opérations manuelles suivantes Mise en service/hors service Arrêt du signal sonore Réarmement	1 an	
Lignes de détection	Contrôle des paramètres électroniques (tensions, courant impédance, etc.	1 an	
Sorties	Contrôles spécifiques à chaque installation (report d'informations diverses commandes des automatismes, etc.)	1 an	
Fonctions supplémentaires	Vérification fonctionnelle	1 an	
Organe intermédiaire	Vérification de l'aspect	1 an	
	Contrôle par sondage (10%) de l'alimentation et des raccordements	1 an	
	Vérification fonctionnelle	1 an	
B. DETECTEURS (100%)			
	Vérification aspect et fonction	1 an	
	Vérification des reports d'indicateurs d'action	1 an	
	Reconditionnement NF de tous les détecteurs de fumée	6 ans	
C. BOITIERS DETECTEUR AUTONOME			
Déclencheur DAD 100%	Vérification aspect et fonction	1 an	
	Vérification de l'alimentation (secteur utilisation, batterie)	1 an	
	Vérification fonctionnelle des organes recommandés	1 an	
	Réarmement (interne et externe)	1 an	
Installation	Opérations d'entretien et vérifications à effectuer	Périodicité	Précisions
D. DECLENCHEURS MANUELS (100%)			
	Vérification de l'aspect	1 an	
	Vérification fonctionnelle	1 an	
E. ENSEMBLE DE L'INSTALLATION (100%)			
	Vérification de son intégrité (installation modifiée ou non modifiée)	1 an	
F. DISPOSITIFS ACTIONNES DE SECURITE (DAS) : 100%			
	Vérification de l'aspect	1 an	
	Vérification fonctionnelle	1 an	
	Réarmement	1 an	
	Maintenance des organes mécaniques	1 an	

Par analogie avec les périodicités indiquées précédemment, les opérations similaires de maintenance préventive systématique seront réalisées sur les installations d'interphonie de sécurité (système sonore de sécurité), et sur les installations d'extinction automatiques.

Précisions sur les tests des Systèmes de Sécurité Incendie et U.A.E

Le titulaire réalisera des tests systématiques des équipements de terminaisons, des unités d'aide à l'exploitation, du tableau de report des alarmes, des imprimantes et des liaisons informatiques ou fibres optiques.

Mode opératoire et organisation des visites de maintenance

Avant chaque visite, les techniciens en charge des vérifications procéderont aux opérations suivantes :

1. Examen des documents d'exploitation disponibles

- ✓ Notice d'utilisation et d'exploitation ;
- ✓ Carnet de bord de l'installation ;
- ✓ Plans d'implantation et de zoning ;
- ✓ Registre de sécurité ou dossier d'identité S.S.I.

2. Examen des évolutions de l'installation

- ✓ Schémas synoptiques de la configuration ;
- ✓ Base de données ayant servi à la programmation
- ✓ Discussions avec le chef du service sécurité incendie ou son représentant

Le titulaire aura à disposition sur le réseau interne de l'établissement l'accès aux plans et tableaux de corrélation SSI afin d'effectuer ses missions (J:\Administration\Services_techniques\Sécurité incendie\6- PLAN (PDF) des installations de sécurité).

Ces supports devront impérativement être utilisés pour chaque campagne de vérification.

Cependant, le titulaire est invité à :

1. faire une copie des fichiers utiles qu'il aura pris soin de renommer (en créant une copie incluant mois et année en cours)
2. noter ses commentaires sur le ou les documents quant aux écarts ou incohérences potentiellement rencontrées

Au cours des vérifications, les techniciens du Titulaire veilleront au respect des normes, règles et textes officiels, en particulier, pour le bon positionnement des détecteurs par rapport aux modifications éventuelles survenues depuis les précédentes vérifications en raison :

- ✓ d'aménagement de nouveaux locaux en communication avec les locaux surveillés ;
- ✓ de changement d'affectation des locaux (remise à jour du libellé sur l'E.C.S., de l'UME...) ;
- ✓ de mise en place ou suppression de cloisons, faux planchers, faux plafonds, de conduits de chauffage, de conditionnement d'air, etc.

Typologie des vérifications de commandes des DAS ET DCT

Les vérifications fonctionnelles se répartissent en trois catégories, telles que définies ci-après :

1. Contrôle des commandes et automatismes

Au regard des configurations et des programmations des centrales, lesquelles doivent être consignées, le technicien du Titulaire s'assurera du bon fonctionnement des commandes :

- ✓ soit en vérifiant la continuité filaire du circuit de commande interne à la centrale, lorsque la source d'alimentation des commandes est extérieure à la centrale,
- ✓ soit en vérifiant la conformité des signaux de commande en sortie de la centrale, lorsque la source d'alimentation des commandes provient de la centrale.

2. Contrôle du fonctionnement des organes commandés

La vérification des organes commandés consiste à s'assurer que le fonctionnement des Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.) ou des Dispositifs Commandés Terminaux (D.C.T.) est correct. Il conviendra donc de vérifier qu'ils se sont placés en position de sécurité selon les scénarii prévus dans les dossiers d'identité des S.S.I. ou les dossiers techniques et de réception des installations.

3. Contrôle et remise en état des organes commandés

Le Titulaire doit remédier aux anomalies constatées et remettre l'installation en bon état de fonctionnement.

A la suite des opérations effectuées aux paragraphes ci-dessus, le titulaire doit avant son départ, en présence du responsable de l'installation ou de son représentant, remettre en fonctionnement les organes commandés et s'assurer que l'installation est en état de veille.

Notamment, à l'issue de chaque essai, ou visite de maintenance préventive ou intervention corrective, en partenariat avec les agents du service sécurité incendie, le titulaire remettra en position d'attente les DAS éventuellement déclenchés (portes coupe-feu, clapets, volets, extracteurs, etc.).

Précisions sur les vérifications du fonctionnement des tableaux de signalisation

En complément des contrôles mensuels réalisés par les agents du service sécurité incendie, lors de chaque période de maintenance, le titulaire du présent marché procédera à la vérification des fonctions générales des tableaux de signalisation et ECS (signalisations lumineuses et sonores) selon les modalités ci-dessous :

ETAT	ACTION
1 - En service, sur source principale	2 - Couper la source principale
3 - En service, sur source secondaire	4 - Exciter un détecteur
5 - Alarme générale, sur source secondaire	6 - Débrancher un détecteur
7 - Débranchement, sur source secondaire	8 - Action sur bouton de mise hors service d'une boucle
9 - Boucle hors service, sur source secondaire	10 - Court-circuit sur une boucle, suivi par l'excitation d'un détecteur sur une autre boucle
11 - Compatibilité de l'alarme avec dérangement sur source secondaire.	

A la fin de ces opérations, le tableau doit être remis à l'état de veille.

Ces actions de vérifications périodiques font l'objet de rapports qui mentionneront la liste des défauts ou des mises hors service (en détail et en reprenant chaque adresse) figurant sur ces tableaux.

De plus, un extrait imprimé de l'historique des essais devra être joint aux rapports pour garantir la traçabilité des opérations de maintenance sur les installations adressables le permettant.

Précisions sur les essais des boucles de détecteurs

En parallèle des vérifications à engager sur les tableaux de signalisation et l'ECS, et pour assurer la validation complète de la chaîne : de l'orifice d'accès aux fumées jusqu'à l'ECS, les essais doivent se faire sur la source principale et seront effectués selon les fiches techniques fournies par le constructeur et à l'aide d'appareils vérificateurs adaptés au type de détecteurs.

Chaque fois que cela sera possible, l'essai fonctionnel d'une boucle se fera depuis la source secondaire. Pour toutes les boucles, ils consisteront à :

- ✓ provoquer une alarme, vérifier la commande d'arrêt de l'alarme sonore : vérifier que le signal lumineux se maintient sur la boucle concernée ;
- ✓ vérifier la réapparition du signal sonore lorsqu'un détecteur d'une autre boucle est mis en alarme ;
- ✓ vérifier l'apparition de l'alarme feu sur une boucle de détecteurs, alors qu'une autre boucle a été mise en dérangement.

Successivement sur chaque circuit de détection, ils consisteront à :
Provoquer au moins un des dérangements suivants :

- ✓ court-circuit, coupure et dépose d'un détecteur ; afin de vérifier les signalisations lumineuses et sonores correspondantes.

Veiller au rétablissement du service normal de l'installation par une :

- ✓ remise en état de veille du tableau,
- ✓ remise en service des commandes des automatismes.

Précisions sur les essais des Tableaux Répétiteurs d'Exploitation

Constat du report des informations d'une alarme feu et d'un dérangement vers :

- ✓ les boîtiers de répétition et/ou de report (T.R., T.R.E., T.R.C.),
- ✓ les U.A.E.,

Pour les T.R.E, il convient de provoquer un défaut d'alimentation et de s'assurer que le défaut est signalé sur le tableau de report.

Précisions sur les essais à l'aide des foyers de contrôle d'efficacité (F.C.E.)

Conformément à l'Article MS 73 § 3 du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) approuvé par arrêté du 25 juin 1980 modifié, les vérifications pour les systèmes de détection incendie seront réalisés par le titulaire au moyen des essais fonctionnels prévus à l'Article MS 56 § 3 deuxième tiret, toutefois des essais avec F.C.E. pourront être exigés par demande écrite du représentant de l'établissement.

Au titre du présent contrat, il est prévu au maximum 2 essais par an, quel que soit le bâtiment et l'horaire d'organisation. Chaque essai donnera lieu à un rapport du titulaire.

L'essai d'efficacité peut être effectué pour vérifier si l'installation maintenue et objet du contrat répond à une efficacité identique à celle obtenue lors de la réception de l'installation.

Organisation du remplacement des sources et batteries

Le matériel mis en place sera conforme aux spécifications des constructeurs SSI et précisera la date de remplacement et l'échéance de remplacement sur les batteries.

Le titulaire assurera le remplacement par du matériel neuf :

- des batteries :
 - des Systèmes de détection incendie (S.D.I.) ;
 - des Centralisateurs de mise en sécurité incendie (C.M.S.I.) ;
 - des Alimentations électriques de sécurité (A.E.S.) ;
 - des chargeurs.
- des piles constituant la source auxiliaire :
 - des Systèmes de détection incendie (S.D.I.) ;
 - des Centralisateurs de mise en sécurité incendie (C.M.S.I.).

Selon la fréquence suivante :

- des batteries : tous les quatre ans au minimum
- des piles de source auxiliaire : tous les ans

Article 7 Mise en œuvre / Organisation de la prestation de maintenance préventive

7.1 Planning des interventions - Calendrier

L'organisation, la planification et la coordination des opérations et visites de maintenance préventive seront fixées d'un commun accord avec le responsable du marché du CH d'Avignon.

Après un ou plusieurs points prévus avec le représentant de l'établissement, et dans le mois qui suivra la prise d'effet du présent marché, puis au plus tard, au mois de décembre de chaque année en cas de renouvellement, le titulaire du marché présentera et fera valider par le technicien responsable du marché du CH d'Avignon, le planning de maintenance préventive par installation et bâtiment pour l'année n+1. Le CH d'Avignon se réserve le droit de le modifier et de proposer une planification.

Le planning ainsi établi deviendra contractuel. Le titulaire du marché encourra des pénalités en cas de non-respect de ce dernier.

Le respect de la programmation de la maintenance préventive et des visites réglementaires, en termes de délai et de prestations est un élément essentiel du marché. Les éventuelles modifications qui, à l'expérience, s'avèrent incontournables sont définies d'un commun accord entre le CH d'Avignon ou son représentant et le titulaire.

Si l'une des deux parties désire déplacer une date de vérification ou de visite, elle en informera l'autre au moins 15 jours avant la date prévue.

Dans tous les cas, toute modification du planning ne peut être effective et considérée comme validée, qu'après accord écrit du CH d'Avignon au minimum 72h ouvrées avant la date prévue.

Les adaptations ou révisions de planning ne modifient pas les conditions financières et administratives du marché.

Le planning prévisionnel réalisé sous Excel comprend les dates et heures prévisionnelles d'intervention pour chaque zone ou secteur de bâtiment et chacune des gammes de maintenance à réaliser, et aussi un emplacement vierge pour renseigner la date d'intervention (en attente de saisie après intervention), le nom du technicien et/ou sous-traitant.

Dans le cas de retard, le CH d'Avignon en sera averti au jour le jour par courrier.

Le titulaire doit mettre à jour ce planning au fur et à mesure de l'exécution des opérations de maintenance. A chaque modification une copie est envoyée au CH d'Avignon.

Le titulaire doit s'organiser pour que tout retard soit obligatoirement résorbé avant le dernier jour de la visite.

Lors de la facturation, le planning devra être fourni avec les dates des interventions de « maintenance préventive » effectivement réalisées durant la période couverte par la facture.

7.2 Dispositions spécifiques au planning des interventions

Les impératifs d'hygiène ou d'organisation des soins de certains services ou secteurs d'activités de l'établissement ont conduit à la mise en place d'un calendrier annuel spécifique de programmation des interventions de maintenance et de contrôle des locaux occupés ou de leurs équipements.

Ce calendrier annuel s'impose strictement à l'organisation de l'ensemble des opérations ou visites de maintenance et de vérification faisant l'objet du présent marché.

Il est généralement connu au mois de janvier de chaque année.

Les dates et sectorisations qu'il définit sont à respecter. Pour certains secteurs, le respect de ce calendrier annuel de ces « journées maintenance en zones sensibles » impose également le respect d'horaires particuliers d'intervention en dehors des horaires ouverts habituels comme indiqué aux articles 1.3.1 et 5.2 du présent CCTP.

A titre indicatif, les locaux des secteurs suivants sont principalement concernés par cette organisation spécifique :

- Bloc opératoire central
- Bloc obstétrical
- Bloc cardiologie (4 salles distinctes)
- Le secteur protégé d'hématologie (6 chambres + circulation + locaux attenants)
- Le service de radiologie interventionnelle vasculaire
- Le service de radiologie
- Le service de chirurgie ambulatoire
- La stérilisation,
- L'unité d'hémodialyse (3 secteurs)
- Les 2 salles d'IRM
- Le service de médecine nucléaire
- Etc...

7.3 Dates et heures des visites de maintenance et d'entretien

Dès son arrivée dans l'établissement, le personnel chargé de la visite se présentera systématiquement au PC sécurité incendie.

La majorité des visites doit être effectuée aux heures normales de travail, entre 08 H 00 et 16 H 00, du lundi matin au vendredi 16h, en présence du personnel d'exploitation du Centre Hospitalier d'Avignon.

Cependant, comme évoqué précédemment, pour des raisons d'exploitation, certaines visites de zones sensibles devront être effectuées en horaires décalés, par exemples 16h-20h, 17h00-02h00 ou à partir de 5h du matin au plus tôt, après accord et avis du responsable sécurité, sous condition de l'application des règles de sécurité applicables (notamment la réglementation relative aux travailleurs isolés).

Selon les secteurs de l'établissement, compte tenu de l'activité du Centre Hospitalier d'Avignon, il est possible qu'un local (ou certains locaux) soit momentanément indisponible pour la visite, même si cette dernière a été programmée. Dans ce cas, il conviendra :

- d'informer la personne référente de l'inaccessibilité du local,
- de reprogrammer conjointement une visite du local,

Ces adaptations n'auront pas d'incidences sur le montant des prestations prévues au titre du présent marché.

7.4 Durée maximale d'indisponibilité des installations

La durée des interventions de maintenance ou d'entretien doit être aussi réduite que possible. Ces dernières seront effectuées de manière à entraîner le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement. En aucun cas, le titulaire ne pourra demander au représentant du Centre Hospitalier d'Avignon de lui fournir du personnel et du matériel pour l'exécution de ses prestations (autres que les moyens alloués prévus au présent CCTP).

La visite de maintenance et de vérification ne doit pas conduire à une indisponibilité d'un équipement ou d'un élément de l'installation supérieure à 8 heures.

Dans le cas contraire, la personne chargée de la visite demandera l'accord préalable du représentant de l'établissement et du service concernée.

Tout retard sera sanctionné par une pénalité conformément à l'article 15 du CCAP.

A l'issue de ses interventions, le titulaire devra prendre toutes les dispositions utiles pour tenir les lieux en parfait état de propreté.

7.5 Contenu des interventions - Périodicité

La liste et la périodicité des tâches de maintenance préventive se font :

- Conformément aux dispositions prises par la réglementation, notamment la norme NFS 61-933, et selon les précisions apportées par le présent CCTP.
- A partir de la périodicité et des tâches à réaliser définies par chaque constructeur de matériel.

Elles comprennent, notamment :

- La vérification de la conformité des plans vis-à-vis des installations
- l'inspection et le contrôle des installations, avec établissement des fiches de visite,
- les tests des installations,
- les opérations systématiques de réglage, nettoyage, changement d'organes usés, etc.
- les opérations nécessaires pour réduire le risque de panne et maintenir dans le temps les performances des matériels ou des équipements à un niveau optimal proche de celui des performances d'origine.
- La vérification que le matériel est conforme à la réglementation en cours.

Sauf indication contraire du CH d'Avignon, les vérifications semestrielles ou annuelles doivent être réalisées avant la mi-Juin voir fin Juin (rapport d'essais périodiques final S1) et avant mi-Décembre (rapport d'essais périodiques final S2) de chaque année, et sont complétées par des rapports complémentaires éventuels en cas d'intervention en secteurs sensibles en dehors des périodes retenues pour les vérifications semestrielles.

Toutes les pièces constatées comme défectueuses lors de la visite préventive doivent être remplacées systématiquement pendant celle-ci dans les conditions ci-après :

- Si une pièce défectueuse sur l'ensemble d'un appareil ou équipement ne peut être remplacée à l'identique en raison de sa vétusté ou de son obsolescence, le titulaire du marché prévoira à ses frais le remplacement de l'ensemble des pièces nécessaires à la remise en état de l'appareil dans la limite du montant de 500 € HT.
- Au-delà de cette limite, l'intervention devra être réalisée sur présentation d'un devis (prix pièces moins les 500 euros HT de franchise) soumis à l'acceptation du centre hospitalier d'Avignon et après une programmation de chantier établie en concertation avec le représentant du service sécurité incendie de l'établissement et le service concerné.

Les éléments remplacés devront assurer au minimum les mêmes fonctionnalités que l'ensemble précédent.

A défaut de pouvoir effectuer les réparations à l'issue de la visite, les défauts résiduels et les défauts de niveau de gravité importants feront l'objet de propositions d'organisations et de mesures à prendre pour y remédier.

Les interventions liées seront organisées en concertation avec le représentant du service sécurité incendie de l'établissement et du service de l'établissement concerné.

7.5.1 Mise à jour des documents graphiques, des textes des centrales de l'UAE

Pour tenir compte des évolutions générées par :

- les différents travaux d'aménagement des locaux,
- des changements possibles d'affectation de locaux au cours de l'exploitation des bâtiments,
- des modifications éventuelles d'installations réalisées sur le site,
- des erreurs diverses de corrélation, d'affichage, de repérage ou d'écriture constatées pendant les essais, le présent marché inclut, les reprises ponctuelles de programmation, la mise à jour des différents textes et affichages des installations des systèmes de sécurité incendie (SSI) et des logiciels nécessaires à leur fonctionnement.

Ces opérations de contrôle et de mise à jour seront effectuées lors de chaque visite de maintenance préventive.

A défaut, le titulaire devra assurer les différentes interventions nécessaires à ces mises à jour, sur des dates définies par le responsable sécurité de l'établissement et sans contrepartie financière pour ce dernier (mise à jour de la programmation, des textes des centrales et du superviseur UAE, etc...).

Après chaque mise à jour ou intervention sur la programmation des SSI, le titulaire remettra, au Centre Hospitalier d'Avignon, une sauvegarde des données sur support informatique (PDF ou autres...).

7.5.2 Mesures de désenfumage mécanique

Conformément à l'article DF 10 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, il est procédé chaque année aux vérifications techniques des installations de désenfumage.

Dans le cas des installations mécaniques de désenfumage, toutes les vérifications prévues à l'article DF 10, seront à la charge du titulaire à l'exception des mesures de pression, débit et vitesse qui seront réalisées par le CH d'Avignon.

Les comptes rendus de ces mesures se présentent sous forme d'un tableau EXCEL (ou autres) reprenant les caractéristiques des différents volets, le (s) ventilateur (s) concerné (s) et les résultats des mesures (un tableau par bâtiment).

Lorsque les données seront disponibles, un comparatif avec les débits théoriques et les débits mesurés à la mise en service lors des essais de réception est réalisé. A défaut, le titulaire doit réaliser le calcul des débits théoriques en fonction de l'IT 246 de l'arrêté du 25 juin 1980 (correspondant à la date d'ouverture du bâtiment).

Les essais de désenfumage ne sont réalisés que lorsque les conditions atmosphériques extérieures seront favorables :

- Température > 12°C
- Vitesse de vent < 50km/h

7.5.3 Reconditionnement des détecteurs – Commande éventuelle spécifiques

- Hypothèse 1

Lors de la maintenance préventive, le titulaire doit procéder au reconditionnement des détecteurs selon les prescriptions du constructeur et les conditions d'utilisation. Le reconditionnement des détecteurs de fumées se fera sur 6 ans (prescription constructeur) (date à date par rapport au dernier reconditionnement), un planning indicatif sera communiqué en début d'exécution de ce marché afin de satisfaire à cette obligation.

Ce planning sera ensuite confirmé par l'établissement de bons de commande.

Le présent titulaire aura donc à réaliser les 1/6 du reconditionnement des détecteurs dans le cadre du présent marché. En cas de reconduction à 3 reprises, ce sont donc 4/6 du parc de détecteur qui seront reconditionnés.

Les nouveaux détecteurs de fumée rajoutés sur les SSI au cours de la durée d'exécution maximum de ce marché (4 ans) ne seront donc pas à reconditionner.

La reprise des matériels sera à la charge du titulaire sauf décision contraire du responsable du marché.

Le matériel mis en place sera muni de la vignette de remise en service correspondante, qui indiquera qu'il s'agit d'un matériel reconditionné et qui précisera l'année de reconditionnement. Il est soumis aux mêmes conditions de garantie que des détecteurs neufs.

Les détecteurs optiques ne peuvent être reconditionnés sur place ; il y a donc lieu de procéder à leur échange à l'identique (type et caractéristiques) avec retour au constructeur ou à une entreprise qu'il a agréée à cet effet.

- Hypothèse 2

En solution alternative au reconditionnement systématique des détecteurs évoquée dans l'hypothèse 1, il sera envisagé d'assurer le reconditionnement à l'unité des détecteurs uniquement en cas de défaillance, dans les mêmes conditions de prise en charge que celles précédemment énumérées.

Article 8 Mise en œuvre de la prestation de maintenance corrective ou curative

8.1 Organisation et contenu des prestations de maintenance corrective ou curative

Les interventions de maintenance corrective ou curative ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements.

Au titre du présent marché, le titulaire devra prévoir et privilégier dans le calendrier de maintenance préventive la maintenance curative, celle-ci étant incluse dans l'organisation de chaque visite semestrielle.

Le titulaire devra donc consacrer les moyens humains et matériels nécessaires à l'organisation de ces périodes.

La maintenance corrective peut également être réalisée :

- à la suite d'une défaillance des installations (panne, fonctionnement incorrect, mauvais réglage etc..),
- à la suite d'une dégradation des installations (orage, inondation, vandalisme, mauvaise manipulation, etc....),
- à la suite d'un mauvais fonctionnement des installations (mauvais réglage, mauvaise manipulation, etc....),
- à la demande du CH d'Avignon qui précisera le degré d'urgence d'intervention souhaitée, notamment en fonction des perturbations constatées,

La maintenance corrective doit être prise en charge :

- soit dans le cadre des prestations forfaitisées, à la suite d'anomalies détectées lors des visites préventives et dans le respect de l'étendue des prestations indiquée à l'article 2, notamment l'article 2.2 du présent CCTP,

- soit hors prestations forfaitisées au titre du présent marché, sur la base de devis émis à l'issue de visite de maintenance périodique ou sur demandes ponctuelles en cas de besoin émis par le CH d'Avignon, ou de désordres. Les études permettant l'établissement de chaque devis ou proposition de prestations sont incluses dans le devis,
- soit sur déclenchement au titre de l'astreinte, dans le respect des dispositions indiquées à l'article 2, notamment l'article 2.2 du présent CCTP,

Les prestations de maintenance correctives ne doivent pas conduire à une perturbation (ou un arrêt) complémentaire du fonctionnement des installations. Aussi pour réduire la gêne pour les utilisateurs, le titulaire doit :

- le cas échéant, signaler l'apparition de la panne au CH d'AVIGNON,
- baliser et protéger la zone d'intervention ou de chantier (barrière, polyane, etc..),
- mettre en place les procédures spécifiques (SLIN, permis de feu, etc..),
- effectuer les travaux de réparation,
- remettre la zone à l'état initial avant son intervention.

Chaque intervention de maintenance corrective fait l'objet d'une information régulière du CH d'Avignon (DAL-service sécurité incendie - DTIH) :

- toutes les 2 heures pour les pannes critiques,
- 1 fois par jour au minimum pour les pannes non critiques ou certaines défaillances repérées lors des visites périodiques.

Le titulaire ne peut prétexter que l'origine de la défaillance est extérieure aux installations objet du présent marché pour refuser d'intervenir. Le cas échéant, le titulaire analyse l'origine de la défaillance et met en place toutes les mesures conservatoires nécessaires, notamment en informant le centre hospitalier d'Avignon pour mobiliser son gestionnaire de l'équipement responsable de la défaillance, et en déclenchant les interventions correctrices nécessaires.

8.2 Comptes rendus d'intervention correctrice

Chaque intervention de maintenance corrective fait l'objet d'un compte rendu détaillé mentionnant :

- La date et les heures de début et de fin d'intervention,
- Le nom et la qualification de l'intervenant,
- les prestations réalisées,
- les moyens mis en œuvre,
- les actions et vérifications réalisées,
- le matériel concerné,
- la localisation,
- la prestation réalisée,
- la référence de la pièce en défaut,
- la cause de la panne,
- l'impact sur le stock (ou commande),
- le risque résiduel, le cas échéant,
- un commentaire éventuel du technicien,
- le coût de l'intervention (si hors forfait),

Ce compte-rendu est réalisé sur support informatique et envoyé par email dès la fin de l'intervention aux interlocuteurs de la DAL / Service Sécurité dont la liste sera précisée en début de marché. Le titulaire doit impérativement faire contresigner son compte rendu par un agent de sécurité incendie présent sur site 24h/24. Un exemplaire sera également laissé au PC sécurité incendie.

De plus, le technicien ayant assuré la prestation devra avoir fait mention de son intervention en complétant le registre mis à disposition au PC sécurité incendie du site.

Ces informations sont également transmises au CH d'Avignon avec les rapports de synthèse annuels de comptes-rendus d'activités.

Lors de la facturation, les comptes rendus d'intervention devront être fournis en qualité de justificatifs avec le récapitulatif des interventions de « maintenance corrective » effectuées durant la période couverte par la facture.

8.3 Mise à jour des plans et documents

Après chaque intervention, si l'installation a été modifiée, il est procédé à la mise à jour :

- des plans et documents (sous AUTOCAD/WORD/EXCEL),
- de la programmation du SSI et de l'UAE
- des différents synoptiques (SDI et CMSI, etc..) des différentes centrales
- des documents de maintenance,
- du stock (pièce changée, date, ...).

Ces mises à jour seront communiquées aux interlocuteurs du CH d'Avignon.

8.4 Délais d'intervention et de réparation

Au titre du présent contrat, les délais d'intervention peuvent varier selon l'origine du déclenchement de l'intervention corrective :

- Interventions correctives réalisées « en instantanée » lors de chaque campagne d'essais : il s'agira en général d'interventions simples et rapides dont la mise en œuvre n'aura pas d'impact sur le déroulement général du planning des essais périodiques et qu'il sera plus aisé d'entreprendre pendant cette période spécifique d'essais (facilité d'accès aux installations et équipements, dérangements dus aux essais déjà pris en compte par les services de soins, etc..),
- Interventions correctives réalisées lors de chaque période spécifique dédiée de la visite semestrielle,
- Interventions correctives réalisées après une programmation, une planification et une organisation spécifique, soit en raison de la nature technique de la prestation à réaliser (disponibilité de la pièce ou de l'équipement à changer ou à réparer, conséquences techniques sur l'installations SSI ou d'autres installations de l'établissement, disponibilité des intervenants, etc...), soit en raison des contraintes de site ou d'exploitation imposées par la nature du ou des services impactés. Dans ce cas, le délai d'intervention sera discuté et validé entre le Centre hospitalier d'Avignon et le titulaire du marché. Une fois validé, il devra être respecté. Ce délai peut également apparaître sur le bon de commande.
- Interventions sur déclenchement de l'astreinte, après constatation d'une panne ou d'une anomalie sur les installations dont le titulaire a la charge. Les délais et les modalités d'intervention sont précisés dans l'article 9 « ASTREINTE ».

Article 9 Astreinte

La plupart des interventions de maintenance corrective se déclenchent au titre de l'astreinte sur appel du CH d'Avignon et dans le respect des délais d'interventions contractuels.

Dans tous les cas, le recours à l'astreinte est décidé par le CH d'Avignon.

Le service d'astreinte regroupe l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à la prise en compte des appels, des alarmes et incidents en dehors des heures de présence du titulaire sur le site (hors cas des périodes de maintenance préventive pendant lesquelles en heures ouvrées le personnel du titulaire présent sur le site peut remédier aux dysfonctionnements), et les interventions d'un personnel compétent qui s'ensuivent, y compris le cas échéant, par un spécialiste sous-traitant du titulaire.

Néanmoins en concertation avec le titulaire, une demande d'intervention peut être ouverte par cette astreinte, intervention reportée sur le technicien présent au sein du CH d'Avignon.

Le titulaire doit dépêcher sur site une personne connaissant les installations et disposant des qualifications, des habilitations, de l'outillage et des moyens en adéquation avec l'objet de l'intervention. A ce titre, le titulaire fournira au centre hospitalier, une liste de technicien comprenant le nom, la photo, la qualification des personnes en astreinte devant intervenir sur le site (sous Excel).

Dès son arrivée dans l'établissement, le personnel chargé de l'intervention en astreinte se présentera systématiquement au PC sécurité pour signaler sa présence et bénéficier le cas échéant de l'assistance des agents du service sécurité incendie.

Le titulaire assure la mise en place d'astreinte téléphonique 24/24h et 7/7j, y compris les jours fériés et chômés.

Le Titulaire du Marché communiquera au CH d'Avignon un numéro de téléphone unique qui lui permettra de joindre un technicien à tout moment.

Une « Hotline (assistance technique) » opérationnelle 24/24h et 7/7j y compris les jours fériés et chômés, sera mise en service par le titulaire. Le CH d'Avignon transmettra les noms et fonctions des personnes (Responsable sécurité, son adjoint, agents...) habilitées à appeler la Hotline.

Une réponse sera fournie à tout appel. Les systèmes automatiques à message enregistré ne sont pas admis.

Le coût des appels est à la charge du Titulaire.

Le Titulaire du marché précisera :

- L'appartenance du centre d'appel à la société ;
- Les coordonnées téléphoniques, télécopie et adresse informatique de son centre d'appel ;
- La procédure mise en place en mode dégradé en cas de défaillance du centre d'appel ;
- Les moyens mis en œuvre pour recevoir et transmettre les communications au technicien concerné.

En cas de litige, seule l'heure de demande d'intervention émanant du Service Sécurité Incendie (consignée sur la main courante de ce service) et l'heure d'arrivée du technicien du Titulaire, correspondant au moment où il se met à disposition effective de l'agent qui l'a contacté, seront prises en compte.

Pour chaque intervention d'astreinte le titulaire doit :

- ✓ Envoyer un e-mail de prise en compte de l'appel ou appeler l'appelant pour lui indiquer la venue du technicien
- ✓ Faire en sorte que son technicien entre immédiatement en contact avec le service sécurité incendie,

Les délais d'intervention sont au maximum de 4 (quatre) heures à partir de l'appel téléphonique du représentant de l'établissement confirmé par mail ou fax si nécessaire et ce, 24 heures/24 et 7 jours/7 uniquement pour la partie S.S.I. (tous les organes du S.D.I. + les organes de commande du S.M.S.I.) et équipements liés pouvant diminuer le niveau de sécurité de l'établissement.

Le délai de réparation en cas de non fonctionnement, anomalie ou mauvais fonctionnement d'un matériel, ne devra pas excéder 72 heures à compter de la saisine de l'astreinte. Le titulaire doit tenir un stock de pièces détachées suffisant pour garantir le respect de ce délai.

Tout dépassement de ce délai sera sanctionné par une pénalité conformément à l'article 16 du CCAP.

Il sera toléré que ce délai soit augmenté, au cas par cas, en raison notamment :

- de délais spécifiques d'approvisionnement de pièces,
- d'un dépannage nécessitant une opération de niveau 4 ou d'une complexité particulière au regard de la nature du désordre (en fonction de la panne et du matériel à changer), de son coût ou des conditions d'organisation de l'intervention (localisation, accès, service de soins spécifiques, problèmes d'hygiène, etc....),

Cette augmentation de délai devra, en tout état de cause, être justifiée par le Titulaire auprès du Responsable Sécurité Incendie et Sûreté du CH d'Avignon.

Dans ce cas, toutes les mesures conservatoires devront être prises dans un délai de 12 heures au plus tard après déclenchement de l'intervention afin de ne pas altérer de manière trop significative le niveau de risque encouru par l'établissement.

Les délais de remise de devis correspondant aux opérations correctives qui n'auront pas pu être réalisées au moment de l'intervention initiale sont de 72 heures.

Le choix entre remplacement ou réparation d'éléments défectueux est examiné en commun entre le titulaire et le représentant de l'établissement.

Une fois la commande validée, le titulaire disposera d'un délai maximum d'intervention qui sera fixé dans le bon de commande.

Passé ce délai, il encourra sur ses créances une pénalité d'un montant fixé à l'article 16 du CCAP.

Pour chaque évènement en astreinte, le titulaire établit un compte-rendu d'incident, en décrivant la nature du problème, les actions réalisées et celles restant à mettre en œuvre.

Un bon d'intervention est systématiquement dressé à la fin de l'intervention et signé par un des agents du service de sécurité incendie (hors HO). Il est ensuite adressé au responsable sécurité incendie et sûreté et à toutes personnes indiquées par l'établissement, au plus tard, le jour de l'intervention, quel que soit le résultat (dépannage définitif ou temporaire, avis de mesures conservatoires, etc.).

Le compte-rendu d'incident et le bon d'intervention peuvent être communs.

Pour les 2 points précédents les dispositions des articles 7.1 et 7.2 (plannings) sont applicables.

Dans tous les cas, la garantie sur le matériel remplacé est d'une année.

Article 10 Prestations et assistances diverses

10.1 Préparation aux commissions de sécurité périodiques ou préalables à la réception de certaines opérations

Des visites périodiques sont effectuées par les commissions de sécurité communales ou départementales (en général, périodicité de deux à trois ans).

Conformément à l'Article MS 74 du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) approuvé par arrêté du 25 juin 1980 modifié, toutes les dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours lors de ces visites périodiques.

A cet effet, le CH d'Avignon doit mettre en place le personnel compétent et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Obligation du Titulaire du Contrat de maintenance des SSI :

- ✓ Mise à disposition du ou des personnel(s) compétent(s) et du matériel nécessaire aux essais de fonctionnement pendant toute la durée de ces visites y compris lors des pré-visites éventuelles. Le délai de prévenance est de 7 jours.

Ces prestations sont intégrées au forfait annuel de maintenance du présent marché dans le cadre des prestations de maintenance préventive systématique rémunérées par des prix forfaitaires.

10.2 Assistance pour du matériel fourni par un tiers ou des installations sous garantie d'une entreprise tierce

Le CH d'Avignon peut décider de commander des prestations (travaux, prestations de maintenance) hors forfait au Titulaire ou à une autre entreprise, sans avoir à justifier de son choix.

Au titre de la partie du marché à prix global et forfaitaire, dans le cas de travaux neufs exécutés par d'autres entreprises que le Titulaire, et afin de faciliter la prise de possession d'éventuelles nouvelles installations, de garantir des conditions satisfaisantes de conduite et d'entretien de ces dernières, et d'être parfaitement informé de leur teneur, le titulaire assistera le CH d'Avignon pour :

- ✓ les opérations préalables à la réception : il est autorisé à émettre les réserves qu'il juge opportunes
- ✓ vérifier après intervention que la prestation a été exécutée en respectant les règles de l'art,
- ✓ récupérer deux exemplaires papier + un exemplaire numérisé (DWG) des nouvelles versions des plans et documents et vérifier qu'ils sont conformes à l'existant ; après les avoir vérifiés, transmettre 1 version papier et 1 version numérisée au CH d'Avignon, conserver l'autre exemplaire,
- ✓ indiquer au CH d'Avignon si les plans comportent des erreurs
- ✓ faire part au CH d'Avignon de tout dysfonctionnement mettant en cause la garantie,
- ✓ suivre et appuyer du CH d'Avignon, la société en charge de la garantie et avertir le CH d'Avignon en cas d'absence de réactivité ou de réparation de sa part.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de quelque raison que ce soit pour se soustraire ou se limiter dans l'exécution de ses prestations.

Les installations sous garantie peuvent être :

- des installations nouvelles déjà réceptionnées à la date de prise d'effet du marché,
- des installations nouvelles réceptionnées au cours du marché,
- des matériels achetés directement par le CH d'Avignon et installés dans le cadre du présent marché.

En cas de défaillance sur des équipements ou de désordres sur des ouvrages durant leur période de garantie (parfait achèvement, bon fonctionnement ou décennale), le titulaire assure :

- un diagnostic précis du défaut, ce diagnostic détermine l'origine du défaut et établit la responsabilité technique d'un ou plusieurs intervenants,
- l'information des conclusions de son diagnostic,
- les mesures conservatoires nécessaires et la mise en service des équipements de remplacement ou de secours éventuels,
- le suivi de toutes les interventions de reprise du désordre, des réparations définitives et de la réception.

Le titulaire prend soin de faire en sorte que ses interventions éventuelles ne soient pas de nature à entraîner la déchéance des garanties légales ou contractuelles sous peine d'être tenu pour responsable de leurs conséquences sauf en cas d'incidences sur la mise en sécurité du personnel ou des biens ou de demandes écrites du CH d'Avignon.

Le titulaire assiste le CH d'Avignon dans l'exercice de ses droits de recours en garantie auprès des installateurs tiers et fournisseurs. Il dresse un état des équipements et ouvrages dans des délais suffisants pour engager ces recours et assiste le CH d'Avignon en cas de visite contradictoire.

Le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur pour assurer la coordination de leurs interventions. Après réparation par les intervenants en garantie, il assiste l'établissement pour vérifier le bon fonctionnement de l'équipement ou des installations et en informe le CH d'Avignon par écrit.

10.3 Résolution des anomalies constatées / levées des réserves

Le titulaire aura à sa charge :

- d'assurer la résolution des anomalies signalées dans les rapports des organismes de contrôle (dysfonctionnements, repérage, défaut d'isolement...), dans un délai maximal de deux (2) mois suivant la réception du rapport. Ce délai est ramené à un (1) mois pour tout rapport remis dans les quatre (4) mois qui précèdent la date d'échéance du marché.

Les interventions importantes qui nécessiteraient une planification des travaux d'une durée supérieure à deux (2) mois, font l'objet d'un planning échelonné contractuel qui est remis au CH d'Avignon. Dans ce cas, la durée des interventions ne peut excéder 4 (quatre) mois.

- d'établir dans le délai maximal d'un (1) mois à compter de la réception des rapports émis par l'établissement (quel que soit le mode de transmission), après repérage in situ, des devis nécessaires à la résolution des anomalies non dues au titre du marché, comme les observations des rapports de contrôle, qui engendrerait des frais supérieurs au montant forfaitaire prévu au présent CCTP.
- D'assurer le suivi régulier de l'avancement de la levée des observations sous forme d'un document intégré au rapport d'activités,

Les devis et les documents de suivi de l'évolution de la levée des observations sont considérés comme des « documents à remettre » au sens du présent marché et leur non remise dans les délais prévus fait donc encourir au titulaire la pénalité correspondante.

Le titulaire est tenu de signaler au CH d'Avignon les contrôles et mises en conformité qui lui semble nécessaires en complément de ceux qui lui sont indiqués par l'organisme de contrôle.

En tout état de cause, toute réserve émise durant la période du marché doit être levée avant l'échéance de ce dernier.

Pour chaque installation, une attestation de levée de réserves mentionnées dans les différents rapports devra être établie.

10.4 Possibilité de mobilisation ponctuelle de main d'œuvre et de compétences

Le présent marché prévoit également la possibilité pour le CH d'Avignon de mobiliser un technicien compétent disposant des niveaux de qualifications suffisants pour des interventions ponctuelles sur demandes :

- ✓ Pose de câbles, matériels,
- ✓ Réparation de matériel dégradé par des tiers,
- ✓ Changement hors marché de matériel,
- ✓ Programmation ou reprise U.A.E,
- ✓ Programmation sur les autres installations,
- ✓ Essais divers,
- ✓ Audits particuliers, Etc..

La rémunération sera établie en cumulant le montant forfaitaire du déplacement et celui de la main d'œuvre correspondante en heures.

Cette mobilisation est effectuée suivant un planning préétabli entre le CH d'Avignon et le titulaire et sous le contrôle du service sécurité incendie.

Cette prestation est exclusive et ne se confond pas avec le temps consacré à l'organisation de la maintenance préventive et corrective programmée.

La prestation ne peut être réalisée par le ou les techniciens éventuellement déjà présents sur site pour une des autres missions découlant du présent CCTP.

La prestation n'est valable qu'après une demande écrite, ou, au minimum, par messagerie électronique des services techniques du CH d'Avignon mentionnant :

- La prestation à réaliser
- Le temps alloué pour la réaliser
- Si le titulaire utilise ou non les pièces détachées du CH d'Avignon

La facturation est réalisée sur la base d'un coût horaire de présence sur le site. Le prix comprend notamment :

- Le déplacement,
- Les frais de panier,
- L'outillage et les équipements d'intervention et de protection nécessaires et suffisants,
- La main d'œuvre,
- Etc..

Elle se fait sur la base d'une facturation minimum d'1 heure et peut s'entendre sur plusieurs heures et plusieurs jours.

Le délai de mise à disposition est au maximum de 2 jours (en jour ouvrable).

Pour ces prestations hors forfait, le Titulaire établit une proposition technique et financière détaillée en y incluant :

- toutes prestations annexes (y compris contraintes SLIN, nettoyage après travaux, etc..),
- une garantie conforme à la réglementation,
- la réalisation des plans ou la mise à jour des plans existants (au format DWG), la mise à jour des SSI et de l'UAE.

Nota : tout devis signé faisant l'objet d'un bon de commande par le CH d'Avignon se fait suivant la présente clause sans qu'il soit nécessaire pour ce dernier de le rappeler dans sa commande. Toute clause contraire est donc nulle et non avenue.

10.5 Formation – maintien à niveau des agents SSIAP2 du service sécurité incendie sur l'exploitation des SSI

Le titulaire prendra par ailleurs à sa charge la formation technique ou le maintien à niveau sur l'exploitation des différents SSI du personnel exploitant du CH d'Avignon (personnel du service de sécurité incendie) afin que celui-ci améliore sa maîtrise des manipulations liées au fonctionnement des systèmes SSI et qu'il puisse intervenir sur des petits dépannages.

Cette formation aura lieu au moins 3 (trois) fois par an et fera l'objet d'un procès-verbal précisant le nom des participants et les sujets traités.

Dans chaque cas, sa durée ne sera pas inférieure à 1/2 journée.

Cependant tout au long des visites de maintenance, le titulaire aura la possibilité de former et conseiller les personnels SSIAP2 du Centre Hospitalier d'Avignon de part leur faible nombre et proximité. Ce temps consacré ne perturbera pas celui consacré à la maintenance et ne pourra être facturée en sus de ce marché.

10.6 Formation – maintien à niveau des agents SSIAP1 des services externes au service de sécurité incendie sur l'exploitation des SSI

Le titulaire prendra par ailleurs à sa charge la formation technique ou le maintien à niveau sur l'exploitation des différents SSI du personnel exploitant du CH d'Avignon (personnel du service du standard, électricien de garde...) afin que celui-ci améliore sa maîtrise à l'interprétation et des manipulations liées au fonctionnement des systèmes SSI.

Cette formation aura lieu au moins 3 (trois) fois par an et fera l'objet d'un procès-verbal précisant le nom des participants et les sujets traités.

Celle-ci pourra être réalisée dans la même journée que celle des SSIAP2 (Art. 10.5).

10.7 Obligation de conseils et d'information

De manière générale, le titulaire doit informer le CH d'Avignon de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le titulaire doit, en tout état de cause, signaler au CH d'Avignon, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas remédié.

Si les installations mises à disposition du titulaire ne sont plus conformes à la réglementation, le prestataire est tenu d'en informer par écrit et sans délai le CH d'Avignon. Il appartient au CH d'Avignon de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Le prestataire doit assistance au CH d'Avignon soit :

- par téléphone pour tout complément d'information,
- lors de réunions provoquées par le CH d'Avignon ou un tiers (exemple pompiers) auxquelles il participe lorsque le CH d'Avignon juge sa présence nécessaire.
- en transmettant au CH d'Avignon les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité.

Article 11 Le Centre Hospitalier d'Avignon

11.1 Présentation - Organisation

La direction du Centre Hospitalier d'Avignon s'appuie sur la Direction des Achats et de la Logistique et plus particulièrement sur le service sécurité incendie pour piloter les prestations prévues au titre du présent marché.

L'organigramme du CH d'Avignon sera communiqué au titulaire lors de la première réunion de début du marché.

11.1.1 Le service de sécurité incendie

Sous la responsabilité d'un chef de service SSIAP3, le service est chargé d'assurer les missions de prévention prévues par le règlement de sécurité incendie et de maintenir avec le concours d'intervenants extérieurs toutes les installations des systèmes de sécurité incendie et tous les équipements qui participent à la gestion du risque incendie sur le site.

Il est composé au minimum et en permanence de 2 agents qualifiés SSIAP 2 et d'un agent qualifié SSIAP 1. Un électricien de garde également présent H 24 complète le dispositif.

11.1.2 Existence d'un outil de GMAO

Le titulaire du contrat est informé de l'existence d'un logiciel de GMAO.

Cet outil permet d'assurer une gestion dynamique du patrimoine. Dans le cadre du présent contrat, le centre hospitalier d'Avignon, se réserve la possibilité de mobiliser le titulaire afin de rentrer le patrimoine SSI sur cet outil pour en faciliter le suivi et la maintenance préventive et corrective.

Les fonctionnalités de cet outil sont **résumées en annexe 2 du présent CCTP**.

Nota : Au moment de la rédaction du présent CCTP, une réflexion sur l'évolution et le changement du logiciel actuellement utilisé est en cours. Quel que soit l'outil, la mobilisation du titulaire du marché sera possible comme indiqué précédemment.

11.2 Moyens fournis par le CH d'Avignon

Le CH d'Avignon met à disposition du titulaire :

- 1 local
- 1 ordinateur
- 2 téléphones DECT pour les communications internes sur le CH Avignon,
- 1 liaison intranet pour la messagerie sur le matériel du titulaire, 1 accès internet externe,
- En prêt, en particulier pour les périodes d'essais et de maintenance, une radio du PC sécurité incendie

Le CH d'Avignon ne fournit aucun autre moyen. Le titulaire prend le complément à sa charge.

Les équipements mis à disposition font l'objet d'un état des lieux à la prise de possession.

En fin de marché, le Titulaire est tenu de remettre les équipements mis à sa disposition en parfait état d'utilisation.

Toute installation complémentaire que le Titulaire désire entreprendre doit faire l'objet d'un accord préalable du CH d'Avignon, les frais correspondants étant à la charge du Titulaire.

11.3 Opérations de vérifications des prestations exécutées par le titulaire

Les opérations de vérification par le CH d'Avignon ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché afin de contrôler la bonne exécution des prestations contractuelles.

Le titulaire doit se soumettre à l'organisation de suivis et de contrôles des prestations que le CH d'Avignon met en place.

Le CH d'Avignon procède avec ou sans préavis, avec ou sans présence du titulaire, aux opérations de vérifications qu'il estime nécessaires. A savoir (liste non exhaustive) :

- ✓ Vérification de la conformité des installations vis à vis des plans
- ✓ Vérification que les matériels facturés ou dus en remplacement ont été remplacés par du matériel neuf
- ✓ Vérification de la cohérence entre les installations et l'UAE
- ✓ Etc..

Celles-ci peuvent revêtir soit la forme de visites des installations, soit la forme d'essais de fonctionnement, soit la forme de contrôle des documents et plans dus au titre du présent marché.

Si la présence du titulaire est demandée, ce dernier doit être présent sur les lieux à l'heure fixée par CH d'Avignon.

Pendant toute la durée du marché, le CH d'Avignon se réserve le droit d'examiner ou de faire examiner les installations ou équipements par tout organisme de son choix, après en avoir informé le titulaire, pour s'assurer de leur état et de la qualité des prestations.

Dans ce cas, le titulaire est tenu d'accepter les interventions de cet organisme, lui facilite l'accès aux installations et fournit les renseignements d'ordre technique et administratif qui lui sont demandés. Le titulaire doit mettre en œuvre les mesures correctives qui s'imposent au vu des résultats des contrôles.

Afin de faciliter le travail de vérification, le titulaire met en place et tient à jour l'ensemble des documents contractuels énoncés au présent marché. Il diffuse systématiquement au CH d'Avignon, et sans que celui-ci soit tenu de lui en faire la demande, tous les documents périodiques de suivi qui sont à sa charge. Ces documents servent de support aux réunions d'exploitation pendant lesquelles ils sont analysés et commentés.

Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché fait l'objet d'un constat par le CH d'Avignon qui est notifié au titulaire et donne lieu à l'application de pénalités cumulables. En cas de désaccord, il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

Article 12 Caractéristiques et obligations générales du titulaire

12.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire reste le seul responsable concernant les remises en service des centrales incendies et équipements liés, état de veille etc..., après une maintenance préventive ou interventions correctives.

Le titulaire est également responsable de ses techniciens, sous-traitants et livreurs.

Ces points sont également détaillés dans l'article 1 et 5 de ce présent CCTP.

12.2 Obligation de discrétion

Le personnel du titulaire est tenu à l'obligation de secret et de confidentialité des documents ou renseignements dont il pourrait prendre connaissance lors de l'exécution du présent marché. En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux suites et poursuites prévues par la législation en vigueur.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate sans indemnité du présent marché.

12.3 Obligations du titulaire et limites au contenu d'un rapport

Le titulaire est tenu :

- de donner tout conseil qu'il juge utile sur les installations et les améliorations à apporter,
- de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements par rapport à la réglementation en vigueur,
- d'avertir le chef d'établissement en cas d'évolution de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et des sujétions éventuelles en découlant,
- de prévenir à l'avance le CH d'Avignon de l'obsolescence programmée des équipements
- de demander l'accord du centre hospitalier avant toute modification dans l'exécution des prestations, si en cours d'exécution, il constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou au contraire que des opérations prévues, se révèlent inutiles.

En revanche, toutes les préconisations n'entrant pas dans le champ des obligations réglementaires seront exclues des rapports de vérification et feront l'objet d'un document séparé.

Si de telles mentions apparaissent sur les rapports, il sera demandé au titulaire du marché d'effectuer une nouvelle rédaction de son document.

12.4 Réunions – Réunions de synthèses

Le responsable du contrat du titulaire doit être obligatoirement présent aux réunions de synthèse organisées et planifiées par le centre hospitalier d'Avignon en cours d'exécution du marché.

Elles sont organisées pour permettre un suivi régulier de l'avancement des levées d'observations des différents rapports de vérifications établis par le prestataire au titre du présent contrat, mais également afin de prendre en compte les observations émanant des vérifications réglementaires triennales des installations de sécurité incendie par un organisme de contrôle agréé.

Le titulaire sera chargé de leur animation et de la tenue à jour du fichier de suivi de la prise en compte des observations.

Le responsable du contrat du titulaire doit être également obligatoirement présent aux réunions sollicitées par le CH d'Avignon sur différents sujets (travaux, modernisations équipements, etc...) mais également pour tous sujets relatifs aux prestations.

12.5 Gestion des stocks

Le Titulaire est responsable de la gestion des stocks qui comprend notamment l'approvisionnement, la réception, le stockage, la conservation, l'inventaire permanent et la gestion des documents justificatifs des entrées et des sorties des pièces détachées.

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct et les pièces détachées mises en œuvre sont impérativement d'origine et conformes aux spécifications du constructeur, afin de garantir la compatibilité.

Si le titulaire est amené à utiliser des pièces dites adaptables ou standard, il doit en justifier le choix auprès du CH d'Avignon.

Lorsque le titulaire est amené à remplacer un équipement s'il n'opère pas systématiquement à un remplacement à l'identique, il pourra proposer autant que possible des solutions bénéficiant de l'évolution technologique.

Le CH d'Avignon peut ainsi examiner l'intérêt d'installer des matériels dont les principes, ou les puissances, seraient mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation. Les pièces de rechange devront respecter les caractéristiques techniques préconisées par le constructeur, mais ne pourront pas être de qualité inférieure à celle des pièces initiales.

12.5.1 Définition de la constitution et gestion du stock

Le stock de pièces détachées comprend :

- les pièces détachées et consommables fournis par le présent titulaire et compris dans le marché global et forfaitaire,
- les pièces détachées et consommables fournis par le présent titulaire et facturés au CH d'Avignon si ce dernier en a fait la demande afin de conserver des pièces ou équipements difficiles à trouver de par leur obsolescence ou ancienneté des installations,
- les pièces détachées et consommables fournis par le CH d'Avignon.

Le Titulaire soumet au CH d'Avignon la liste des pièces détachées et matériels devant être disponibles pour répondre aux obligations du présent marché, cette liste constitue le stock de sécurité (Annexe n°3 à l'acte d'engagement) afin d'assurer les dépannages dans les temps impartis.

Le Titulaire a la charge de réaliser et d'ajuster cette liste dans un délai maximum d'un mois à compter de la date d'effet du marché.

Tous les matériels, produits, logiciels installés :

- doivent être neufs et correspondent à la dernière génération préconisée par les fabricants (sauf si les fabricants indiquent la non-compatibilité des nouveaux matériels à l'égard des existants),
- doivent être (au minimum) garantis un an,
- peuvent être d'occasion sur justification.

Le titulaire est responsable :

- de la réalisation d'un stock garantissant les délais de réparation demandés,
- de la conservation de ce dernier, en qualité et en quantité, dans les lieux de stockage,
- du transport, du lieu de livraison à ses magasins, et de ceux-ci au lieu de mise en service.

La liste des matériels / logiciels constituant ce stock est de la seule responsabilité du titulaire qui ne peut se prévaloir d'une pièce manquante dans ce stock de sécurité pour justifier d'un dépassement des délais contractuels d'intervention.

Si les matériels constituant ce stock sont facturés (en fin de marché) au CH d'Avignon, ils restent sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire :

- ne peut utiliser ce stock pour d'autres clients,
- doit tenir à jour l'inventaire du stock sur un fichier EXCEL qu'il fournira au CH d'Avignon, chaque fois qu'il en fait la demande (ou à défaut un envoi au minimum une fois par mois). Cet inventaire comprend :
 - le nom et la référence matériel,
 - la quantité contractuelle et la quantité réelle,
 - les délais moyens de réapprovisionnement auprès du fournisseur,
 - la garantie.

Chaque mois, le titulaire remet le mouvement du stock (entrées et sorties) et l'état final du stock, des

pièces de rechange et consommables du mois précédent, quel qu'en soit le coût, avec la désignation, la codification complète des pièces, et pour les pièces utilisées le lieu de l'utilisation.

Le stock de pièces de rechange nécessaires à la réalisation des opérations de maintenance et de continuité de service est approvisionné sur site et consultable par le CH d'Avignon, que ces pièces soient incluses ou non au forfait. Ces pièces de rechange correspondent à toute pièce d'usure programmée ou non. Les pièces de rechange non comprises au forfait seront alors facturées au fil de l'eau au CH d'Avignon.

12.5.2 Les pièces détachées et consommables fournis par le titulaire et compris dans le marché

LA CREATION DU STOCK MINIMUM POUR GARANTIR LES DELAIS D'INTERVENTION

Dès le début du marché, le titulaire **doit dans le cadre du marché** constituer un stock, garantissant le délai d'intervention et de réparation.

Ce stock comprend notamment toutes les pièces détachées (prix d'achat du prestataire, attesté par une facture de son fournisseur indiquant le prix net toutes remises déduites).

Dans son Mémoire justificatif à la réponse à l'appel d'offre, **le titulaire doit proposer le stock contractuel minimum** compatible avec les délais de ses propres fournisseurs, **qui garantit les délais de réparation** exigés dans le présent CCTP.

Le **titulaire** ne peut se prévaloir d'un oubli dans ce stock contractuel pour s'affranchir de ses obligations de résultat ou demander une quelconque adaptation de son marché. Si le stock proposé s'avère insuffisant, le titulaire doit le compléter à ses frais.

Le stock de sécurité (en partie ou en totalité) pour garantir les délais d'intervention et de réparation **est la propriété du CH d'Avignon en fin de marché, si celui-ci en fait la demande.**

LES FOURNITURES ET PIECES DETACHEES EN DESSOUS DE 500 € .HT PAR PIECE

Le titulaire fait son affaire personnelle (pas de facturation au CH d'Avignon **des pièces détachées, composants, et consommables d'un montant inférieur à 500 € HT par pièce, matériel, composant.**

Le titulaire devra, dans le cadre de son forfait, fournir l'ensemble des consommables nécessaires à la maintenance des installations et aux marchés de prestations de services.

12.5.3 Les pièces détachées et consommables fournis par le « titulaire » et facturés au CH d'Avignon

Ne sont facturables que les pièces détachées en remplacement du stock existant suite à la défaillance d'un matériel dans les conditions du seuil de 500 € .HT.

Les modalités de facturation sont mentionnées à l'article 14.

12.5.4 Les pièces détachées et consommables fournis par le CH d'Avignon

Le CH d'Avignon se réserve le droit de faire installer par le titulaire les matériels (ou produits) acquis directement par celui-ci.

Le titulaire prend en charge, sous sa seule responsabilité, les pièces/ matériels et logiciels qui lui seront livrés par le CH d'Avignon.

Aucun frais / marge n'est imputable par le titulaire (marge sur les produits achetés = 1), ce dernier devant les installer dans le cadre du marché.

12.5.5 Mise en décharge des pièces défectueuses

Chaque pièce défectueuse facturée au CH d'Avignon doit être :

- identifiée (étiquette) en indiquant le nom de l'équipement concerné et la date de réparation,
- stockée sur étagère dans un local du CH d'Avignon
- puis mise en décharge après accord du CH d'Avignon

Le titulaire doit assumer tous les frais d'évacuation et de mise en décharge adaptée des pièces détachées défectueuses.

Article 13 Documents à fournir par le titulaire - traçabilité

Tout document fourni par le titulaire du marché doit être sur papier à entête (du titulaire) comportant également son logo.

Le titulaire collecte, exploite, synthétise et restitue les informations données, essais, vérifications et contrôles divers, au titre de son obligation générale de traçabilité de son activité sur le site afin d'assurer :

- la bonne réalisation des prestations,
- l'évaluation de la qualité des prestations et leur pérennité,
- le pilotage des dépenses consacrées à la maintenance préventive et corrective des SSI et de leurs équipements liés.

Le titulaire du marché, peut être force de proposition sur la conception des différents rapports et comptes-rendus, tant en termes de présentation que de choix des données, pour autant que les informations minimales souhaitées par l'établissement rappelées dans le présent document, soient reprises. Dans tous les cas, les supports informatiques de ces rapports sont à un format modifiable.

13.1 Comptes rendus d'activités – Rapports d'interventions

13.1.1 Rapports de vérification

Chaque visite de maintenance préventive donne lieu dans un délai maximum de 21 jours après la visite, à la fourniture d'un rapport de vérification de sécurité, individualisé par bâtiment, sur supports papier et informatique. Ce rapport doit être daté et un numéro de version est affecté à ce dernier.

Il est remis deux exemplaires informatique (un au format pdf non modifiable et un au format modifiable type Word ou Excel), accompagné d'une fiche de suivi selon le modèle joint dans l'annexe 6.

Ce rapport atteste également que les opérations systématiques prévues dans le présent marché ont bien été effectuées.

Le titulaire établit après chaque visite de maintenance préventive et chaque période d'interventions correctives, un rapport (possédant l'entête du titulaire du marché) par bâtiment précisant au minimum :

- ✓ la nature de la vérification,
- ✓ la date de début de la vérification et la durée de celle-ci,
- ✓ le nom du ou des vérificateurs ou intervenants et la qualité du vérificateur.
- ✓ les principales caractéristiques techniques des installations et matériels,
- ✓ la nomenclature et l'inventaire détaillé du matériel existant par SDI et CMSI, et bâtiment,
- ✓ la nomenclature et l'inventaire détaillé des batteries (avec échéance de remplacement),
- ✓ la liste des équipements et appareils contrôlés,
- ✓ les opérations, examens, inspections, résultats des contrôles et essais et/ou tests effectués,
- ✓ les observations, défauts, anomalies et les usures constatées, les risques de détérioration..., Chaque anomalie doit être répertoriée individuellement, localisée et décrite avec précision, afin d'engager les actions correctives nécessaires, si elle n'a pas été traitée lors de la visite de maintenance au titre des interventions curatives.
- ✓ les suites éventuelles qu'il convient de leur donner (actions entreprises ou à entreprendre pour y remédier),
- ✓ les pièces détachées remplacées au titre du présent marché,
- ✓ la référence aux textes applicables selon la nature des anomalies constatées,
- ✓ les échanges ou interventions à caractère périodiques ou correctifs réalisés en cours de visite à son initiative ou pas, ainsi que les dates et heures de début et de fin de ces interventions,
- ✓ la valeur des mesures enregistrées et l'analyse des résultats (normes, seuils,) et commentaires,

Le rapport se conclut par :

- ✓ un récapitulatif ordonné des observations formulées auquel est associé un critère d'urgence de traitement de ces observations et une référence à la réglementation applicable
- ✓ des propositions ou préconisations de suite à donner, celles-ci se décomposeront :
 - en liste d'interventions (avec liste des travaux et temps d'intervention, d'immobilisation estimée, etc.)
 - par ordre de priorité de 1 à 3 (1 étant le plus urgent) pour les interventions curatives qui ne sont pas de l'initiative ou de la compétence du personnel chargé de la visite, en indiquant les mesures conservatoires préconisées dans l'attente de prise de décision sur les suites à donner à ces propositions, mais également les risques et conséquences en cas de non prise en compte des propositions.
- ✓ la synthèse (et transmission en parallèle) des devis nécessaires pour engager les interventions curatives proposées ou pour le remplacement des équipements détériorés
- ✓ un avis global sur les installations tant sur leur fonctionnalité que sur leur niveau de sécurité

Ce rapport précise les actions restant à la charge du titulaire et celles relevant de la compétence du Centre Hospitalier d'Avignon et/ou devant être réalisées au titre de la maintenance corrective.

A ce titre, il doit être accompagné des devis utiles pour la résolution des dysfonctionnements ou anomalies correspondant aux points cités. Les devis doivent indiquer la durée prévisionnelle des interventions prévues qui peuvent devenir contractuelles à l'émission des commandes.

Chaque anomalie ou dysfonctionnement sera répertorié individuellement, localisé et décrit avec précision, afin d'engager les actions correctives les plus adaptées.

La facturation des prestations n'est acceptée et traitée qu'à l'appui d'un rapport de vérification pour une période de visite de maintenance donnée, correspondant à la période couverte par la facture, et si ces dernières ne relèvent pas des prises en charge forfaitaires prévues au présent marché.

13.1.2 Rapport ponctuel

Chaque intervention corrective ponctuelle réalisée en dehors des périodes d'interventions curatives (tel qu'indiqué au présent CCTP), fait l'objet de l'envoi d'un rapport d'intervention détaillé au plus tard dans les 24h suivant l'intervention.

Ce rapport reprend, chaque fois que nécessaire, les mêmes rubriques que celles prévues pour le rapport de vérification dont le contenu est indiqué en 8.2.

Il est envoyé uniquement par courriel.

13.1.3 Levée de réserves

Le titulaire établit un rapport semestriel et annuel de synthèse des réserves à lever (si non réalisées durant les périodes de maintenance) dans lequel sont consignés au minimum :

- ✓ le bâtiment concerné
- ✓ le numéro de la réserve (unique et non réutilisable)
- ✓ la date d'observation
- ✓ la zone concernée (ZC, ZD...)
- ✓ l'équipement concerné
- ✓ le type de dysfonctionnement / anomalie constatée
- ✓ la proposition d'action à réaliser
- ✓ l'entité concernée pour lever cette réserve
- ✓ la date de réalisation, le cas échéant de la levée de cette réserve

Ce rapport doit être communiqué aux représentants du Centre Hospitalier d'Avignon, au plus tard 1 mois après la fin de chaque période de maintenance.

Le rapport annuel de synthèse reprend les deux rapports semestriels post maintenance reprenant les mêmes items ainsi que les réserves à lever avant le début de la prochaine maintenance.

A ces réserves, le CH d'Avignon doit communiquer au titulaire les observations à lever suite aux vérifications triennales SSI réalisés par un organisme agréés.

Le titulaire doit communiquer un plan d'actions et un suivi de l'ensemble des réserves à lever sur les différentes installations des bâtiments du site du CH d'Avignon (cf article 13.2)

La levée des réserves sera consignée et communiquée au CHA via un courrier officiel les reprenant nominativement afin d'en assurer la traçabilité.

Un rapport de levée de réserve par bon d'intervention dématérialisé pourrait être envisagée selon le modèle décrit et fourni par le titulaire dans son mémoire technique de candidature.

13.1.4 Main courante

A chaque intervention concernant le SSI, le titulaire fait inscrire celle-ci sur la main-courante du service incendie situé au PC sécurité incendie.

13.1.5 Registre de sécurité

Le titulaire doit renseigner le registre de sécurité de chaque bâtiment concerné par des opérations de maintenance du SSI (préventives comme curatives)

Les registres sont entreposés au niveau du bureau du chef de service.

De plus, pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu de consigner à chaque visite ou intervention dans le registre d'entretien du SSI, la nature des prestations effectuées.

13.2 Analyse de l'activité – Plan d'actions

Le titulaire établit un rapport annuel de synthèse, dans lequel sont consignés à minima :

- ✓ la synthèse des données figurant dans les rapports de vérification périodique (préventifs, correctifs),
- ✓ le bilan des interventions réalisées (y compris sous astreinte),
- ✓ le nombre de panne par type de matériel et par localisation,
- ✓ le nombre d'interventions, en et hors forfait, et en astreinte,
- ✓ le temps passé pour résoudre un dysfonctionnement
- ✓ le coût des réparations hors forfait,
- ✓ l'analyse globale de l'état des installations,
- ✓ le bilan des éventuelles non conformités réglementaires ou dysfonctionnements majeurs, restant à traiter,
- ✓ les propositions d'améliorations identifiées.

Ce rapport doit être communiqué aux représentants du Centre Hospitalier d'Avignon, au plus tard 1 mois avant la fin de la période contractuelle.

Ce rapport annuel de synthèse reprend les deux rapports semestriels post maintenance reprenant les mêmes items ainsi que les réserves à lever avant le début de la prochaine maintenance.

Ce rapport annuel doit comporter des éléments de statistiques permettant une vision facilitée des écarts, améliorations de la prestation du présent marché.

13.3 Programmation - Plans

Afin que le CH d'Avignon puisse avoir une vision juste de ses équipements et de leurs fonctionnements, le titulaire devra fournir à celui-ci :

- ✓ la programmation de la centrale modifiée à l'issue de celle-ci.
- ✓ le synoptique des MD et MEA avec le DAS pilotés lors de chaque modification comprenant leur câblage (tenant et aboutissant) et leur position au sein de l'établissement.

13.4 Documentation technique / réglementaire

Le titulaire doit communiquer au CH d'Avignon toutes les documentations techniques et réglementaires au cours du marché y compris les normes ou autres documents sur lesquels le titulaire s'appuie pour argumenter ses propos.

13.5 Plan de prévention

Un plan de prévention sera établi annuellement et à chaque reconduction du présent marché.

Pour cela, le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Au plus tard dix (10) jours ouvrés après la notification du marché et avant tout début d'exécution du Marché, le Titulaire devra mettre au point en concertation avec le représentant de l'établissement le Plan de Prévention qui doit être établi conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure.

Les éléments fournis par le titulaire pour la constitution du plan de prévention comportent à minima la description des items suivants :

- la définition des phases d'activités dangereuses et les moyens de prévention spécifiques correspondants aux risques,
- les instructions à donner aux agents du titulaire,
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par le titulaire,
- les conditions de la participation des sous-traitants éventuels aux prestations objets du présent marché, en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du pilotage.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire assure la parfaite adéquation du Plan de Prévention avec les conditions d'exécution des prestations susceptibles d'évoluer.

Pour s'assurer de l'application des mesures décidées et coordonner les mesures nouvelles qui peuvent être nécessaires, le CHA organise avec le titulaire selon une périodicité qu'il définit, des inspections et réunions périodiques aux fins d'assurer la coordination générale sur le site des mesures de prévention (qu'il s'agisse des mesures pour une opération donnée, ou encore celle des mesures rendues nécessaires par les risques liés à l'interférence entre deux ou plusieurs opérations, en fonction des risques ou lorsque les circonstances l'exigent).

Le titulaire est informé de la date à laquelle doivent avoir lieu les inspections et réunions mentionnées à l'alinéa précédent.

13.6 Notice / Protocole d'utilisation

Une notice d'utilisation explicite et détaillée doit être fournie lors du remplacement ou installations de nouveau équipements. Elle doit être obligatoirement en français.

Si cela se traduit par un protocole particulier, il devra être fourni également même si celui-ci doit être créé.

Article 14 Facturation des prestations hors forfaits

Les pièces détachées (sauf celles incluses dans le marché) sont achetées par le titulaire et facturées au CH d'Avignon. Ce montant unitaire correspond exclusivement au prix (tarif professionnel uniquement et non le prix public) par pièce.

Dans le cas de remise sur les quantités le titulaire **en fait bénéficié** le CH d'Avignon.

Pour les pièces dont le montant unitaire hors taxes est supérieur au seuil de 500 € HT, le titulaire les propose au CH d'Avignon sur la base d'un devis et en déduit une franchise égale au seuil forfaitaire pour chaque pièce.

Les pièces de rechange facturées au CH d'Avignon sont réglées sur la base :

A) Maintenance curative (si urgence dans la réparation)

- De la réalisation de la prestation par le titulaire
- De la réception de la prestation par le CH d'Avignon
- D'une copie de la facture fournisseur acquitté (donc payée) mentionnant clairement la désignation et les quantités commandée pour le présent marché
- De la réalisation d'une facture par le présent titulaire détaillant chaque prestation (quantité, type, etc.). Toute facturation hors forfait doit de façon précise dissocier les matériels et la main d'œuvre.

B) Maintenance corrective

- De la réalisation d'un devis avant la réalisation des travaux
- De la signature du devis par le CH d'Avignon (sous réserve que le prix facturé corresponde au prix du fournisseur majoré éventuellement du coefficient K de marge du titulaire)
- Des documents demandés en maintenance corrective

14.1 Règles de facturation des pièces détachées neuves ou encore commercialisées

Les pièces détachées (sauf celles incluses dans le marché) sont achetées par le titulaire et facturées au CH d'Avignon. Ce montant unitaire correspond exclusivement au prix (tarif professionnel uniquement et non le prix public) par pièce et non par conditionnement.

Note importante : Si le CH d'Avignon constate que les prix professionnels proposés sont notoirement surévalués (ex dans le cas de commande à des commissionnaires ou intermédiaires) le CH d'Avignon se réserve la possibilité de commander en direct auprès d'autres fournisseurs ou de demander au titulaire de commander aux fournisseurs du CH d'Avignon ayant un prix moindre de vente du même matériel.

Dans le cas où le prix unitaire des pièces détachées est supérieur au seuil forfaitaire (500 € .HT si franchise), le prix d'achat CH d'Avignon est égal au prix unitaire de la pièce (après application du coefficient K) déduit d'une franchise égale au montant correspondant au seuil forfaitaire.

Le prix intègre la marge commerciale figurant au « cadre de bordereau de prix ».

Exemple (cas avec franchise de 500 € .HT) :

une fourniture ou matériel, facturé par le fournisseur 600 Euros avec une marge K du présent prestataire de 1,2, sera facturé 270 Euros (600 € + 120 € -500)

Exemple (cas sans franchise de 500 € .HT) :

une fourniture ou matériel, facturé par le fournisseur 600 Euros avec une marge K du présent prestataire de 1,2, sera facturé 720 Euros (600 € + 120 €)

14.2 Règles de facturation des pièces détachées reconditionnées

Les pièces détachées reconditionnées ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- le matériel à renouveler est obsolète
- le titulaire a proposé au CH d'Avignon un comparatif financier d'achat entre pièce neuve et pièce reconditionnée
- le titulaire s'engage à fournir les devis des constructeurs (neuf et reconditionnés)
- le CH d'Avignon a donné son accord par écrit
- le matériel reconditionné est garanti un an minimum.

14.3 Règles de facturation pour les matériels d'occasions

Certains matériels ne sont plus commercialisés par les fabricants. Le titulaire doit en cas d'impossibilité de réparation (niveau 1 à 3) acquérir le matériel d'occasion. La facturation du fournisseur pris en compte par le CH d'Avignon est de 500 € HT au maximum par ensemble complet remplacée (carte, alimentation, etc..).

Note importante : Si le CH d'Avignon constate que les prix professionnels proposés sont notoirement sur évalués (ex dans le cas de commande à des commissionnaires ou intermédiaires de matériels d'occasions) le CH d'Avignon se réserve la possibilité de commander en direct auprès d'autres fournisseurs ou de demander au titulaire de commander aux fournisseurs du CH d'Avignon ayant un prix moindre de vente du même matériels...

Exemple (cas avec franchise de 500 € .HT) :

une fourniture ou matériel facturé par le fournisseur 200 Euros avec une marge prestataire de 1,2 sera facturé 0 Euros ($200 \text{ €} + 40 \text{ €} - 500$)

une fourniture ou matériel facturé par le fournisseur 500 Euros (ou plus) avec une marge prestataire de 1,2 sera facturé 80 Euros ($500 \text{ €} + 80 \text{ €} - 500$)

une fourniture ou matériel facturé par le fournisseur 600 Euros avec une marge prestataire de 1,2 sera facturé 220 Euros ($600 \text{ €} + 120 \text{ €} - 500$).

Exemple (cas sans franchise de 500 € .HT) :

une fourniture ou matériel facturé par le fournisseur 200 Euros avec une marge prestataire de 1,2 sera facturé 240 Euros ($200 \text{ €} + 40 \text{ €}$)

une fourniture ou matériel facturé par le fournisseur 600 Euros avec une marge prestataire de 1,2 sera facturé 500 Euros et non ($600 \text{ €} + 120 \text{ €}$).